

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)



**Contre
l'offensive
capitaliste,
un programme
de combat pour
les travailleurs**

**Le réformisme au temps du coronavirus
États-Unis: un vaste mouvement
Mobilisations antiracistes en France
L'école et l'épidémie
La France enlisée au Mali**

Au sommaire de ce numéro

Contre l'offensive capitaliste, un programme de combat pour les travailleurs	1
« Plus jamais ça », ou le réformisme au temps du coronavirus	7
États-Unis: un vaste mouvement contre le racisme et les violences policières	10
Des mobilisations contre le racisme et les violences policières à la compréhension de leurs racines sociales	15
École: ce que l'épidémie a révélé et aggravé	21
L'armée française enlisée au Mali	27

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Contre l'offensive capitaliste, un programme de combat pour les travailleurs

Un Premier ministre chasse l'autre... Le nouveau, Jean Castex, formaté à l'ENA, haut fonctionnaire et accessoirement élu local, est passé par le cabinet ministériel de Xavier Bertrand et par le secrétariat de l'Élysée avec Sarkozy. C'est un exemple standard comme les hautes institutions de la bourgeoisie savent en fabriquer par centaines et parmi lesquelles celles-ci piochent pour la servir. Il a en somme été dressé pour servir les intérêts de la bourgeoisie avec autant de compétence que possible, mais surtout avec loyauté. Macron peut donc entamer la deuxième mi-temps de son quinquennat.

Cela fait à peine trois ans que le jeune rejeton de la bourgeoisie d'Amiens, Macron, passé du monde de la banque à celui de la politique via la haute fonction publique, a été élu président de la République. On l'a vu inaugurer son quinquennat en se pavanant devant la pyramide du Louvre, un spectacle aussi prétentieux que ridicule. Il fallait l'enthousiasme intéressé de l'armada de politiciens accrochant leur carrière à la sienne pour parler d'un triomphe électoral!

Il a simplement su saisir le moment où l'ancien système d'alternance s'écroulait après cinq ans de présidence Hollande et alors que la droite, s'enfonçant dans le scandale Fillon, était dans l'incapacité de profiter de la débâcle de la gauche pour lui succéder au pouvoir. Les 25,01 % (18,15 % des inscrits) qu'il a recueillis au premier tour de l'élection présidentielle ne témoignaient pas d'un engouement pour sa personne. Mais, opposé au deuxième tour à Marine Le Pen, un « front républicain » de fait l'a propulsé à la présidence. Aux législatives qui ont suivi,

sa mouvance fraîchement bricolée, mélange de jeunes loups aux dents longues et de vieux briscards de la politique qui ont su monter à temps dans le bon train, a décroché une majorité écrasante à l'Assemblée nationale.

Pour offrir à la bourgeoisie une solution durable à la crise du système d'alternance gauche-droite, le parti macroniste devait s'enraciner à tous les niveaux des institutions de la démocratie bourgeoise. Pour cela, les élections municipales étaient incontournables. Non seulement c'est loupé, mais elles ont été un fiasco complet pour les macronistes.

L'homme du « ni gauche ni droite » s'est déconsidéré plus vite encore que ses prédécesseurs, Hollande côté gauche, Sarkozy côté droite. Mais, au-delà de l'aventure personnelle de Macron et de ses partisans, c'est tout le système de la démocratie bourgeoise qui est fissuré. Si la démocratie bourgeoise repose, en dernier ressort, sur des « bandes armées », comme toutes les autres formes de domination de la classe privilégiée, elle a en propre une



Jean Castex, Premier ministre nommé le 3 juillet, pour servir le grand patronat.

base sociale plus large et elle bénéficie d'un certain consensus dans la population. Il n'y a pas un homme en uniforme derrière chaque électeur pour le contraindre à voter pour un gouvernement qui l'opprimera jusqu'aux élections suivantes. L'écœurement de l'électorat populaire devant le système d'alternance gauche-droite, où les gouvernants changent pour que rien ne change, a fait la fortune de Macron il y a trois ans. Maintenant, il le subit à son tour. Exécuter les quatre volontés de la bourgeoisie contre vents et marées dans une période de crise use le personnel de gouvernement bien plus vite que dans des périodes dites normales.

La bourgeoisie ne manque pas d'offres politiques, des partis bourgeois traditionnels de la



écologes, c'est du sérieux» (*Le Parisien*). La seule conclusion à en tirer est qu'une nouvelle cohorte de politiciens jusqu'à inconnus aura réussi à débarquer un certain nombre de notables du passé usés dans leurs fonctions de gérer leurs municipalités dans l'intérêt de la bourgeoisie.

Quant à *l'Humanité*, tout en faisant le constat, pertinent, que «la stratégie d'implantation locale est un échec total pour LREM», elle a comme une réminiscence d'Union de la gauche, en titrant à la une: «La Macronie prend une gauche.»

Ce serait d'une banalité grossière que de constater que ce ne sont pas les écologistes qui apporteront une solution pérenne à la crise politique. Cela ne découle même pas seulement de leurs chamailleries internes, mais du fait, plus important encore, que «la vague verte» (*Le Figaro*) n'est qu'une vaguelette à côté de la véritable vague, celle des abstentions. Jusqu'à présent, ce sont les élections municipales qui, de toutes les élections, subissaient le moins la vague abstentionniste. Mais ce coup-ci, c'est fait: ce n'est certainement pas la seule menace du coronavirus qui ex-

plique un taux d'abstention de 60%. Dans certaines villes, elle a approché, voire dépassé les 75% (75,92% d'abstention à Vaulx-en-Velin, 74,70% à Sevran). Dans certains bureaux de vote de quartiers populaires de la région parisienne, le taux d'abstention a dépassé les 85%!

Pendant que l'électorat petit bourgeois exprime son malaise en votant pour les écologistes, l'électorat populaire exprime son écœurement en s'abstenant.

Dans bien d'autres démocraties impérialistes, notamment aux États-Unis, le taux d'abstention est du même ordre sans que la bourgeoisie s'en émeuve. Ici même, en France, le résultat des municipales, préoccupant pour la caste des politiciens, n'affole pas outre mesure la bourgeoisie. Pendant que les politiciens se battent pour leurs os à ronger, le grand patronat fait ce qu'il sait faire: faire le job pour ses actionnaires, pour leur assurer des dividendes confortables, quitte à ce que le chômage de masse s'aggrave et la misère avec.

La crise politique ne s'exprime pas seulement dans la rapidité avec laquelle Macron et les siens se sont déconsidérés.

droite parlementaire aux partis réformistes de gauche, façon PS ou façon mélenchoniste; de l'extrême droite aux multiples nuances du centre. Voilà l'écologie politique adoubee capable de jouer dans la cour des grands. Mais les solutions politiques susceptibles de postuler au pouvoir s'effondrent encore plus vite qu'elles n'ont émergé!

Au lendemain du deuxième tour des municipales, les médias sont unanimes autour du thème: «Forte poussée des écologistes» (*Les Échos*), «La déferlante écologiste» (*Le Figaro*), voire, plus modestement, «Les



Des policiers rassemblés pour protester contre les réformes annoncées par Christophe Castaner, à Nice, le 12 juin.

Elle est en train de se transformer en crise de gouvernance.

En parvenant à sauver l'essentiel de leurs implantations municipales, les partis traditionnels de l'alternance, le PS à gauche et Les Républicains à droite ont redonné de la voix. Ils ne se privent pas de reprocher à Macron qu'en se déconsidérant, il décrédibilise l'État lui-même. Les reproches énoncés bruyamment par ces deux partis recourent largement ceux formulés par l'extrême droite.

Le mouvement de colère des policiers est une des expressions de la perte de confiance du noyau de l'appareil d'État dans les politiques qui dirigent. Les raisons de cette colère sont multiples et elles ne datent pas de l'ère Macron. La bourgeoisie ne traite pas mieux ses mercenaires en armes que le reste de la fonction dite publique. Mais, cette fois-ci, cela se voit, comme en témoignent les manifestations policières contestant le gouvernement.

Si l'extrême droite peut canaliser et orchestrer ces manifestations via certains syndicats policiers, c'est que le mécontentement existe et s'exprime. Lorsque des policiers proclament à propos de Castaner que « pour nous, ce n'est plus notre ministre », le fameux devoir de réserve des policiers en prend un coup.

Ce sont là des signes qui, s'ils perdurent, peuvent devenir inquiétants pour la bourgeoisie. Non pas pour le présent, mais pour le futur. Pour un futur où les exploités, qui subissent dans cette période de crise une offensive aggravée de la bourgeoisie, relèvent la tête.

PRISE DE CONSCIENCE DE LA GRAVITÉ DE LA CRISE

L'économie capitaliste s'enfonce dans la crise depuis bien des années. Si une fraction croissante des travailleurs en



Distribution alimentaire à Clichy-sous-Bois, le 15 avril dernier.

subissait déjà les conséquences dramatiques depuis des années, la majorité de la classe ouvrière la ressentait comme encore supportable dans ce riche pays impérialiste qu'est la France, avec son système étatique de protection sociale, d'allocation-chômage, de sécurité sociale, qui amortissent les effets de la crise économique et de l'offensive du grand patronat.

La pandémie du coronavirus et le confinement généralisé ont cependant donné une accélération brutale à la crise.

Ses conséquences ne frappent plus seulement les catégories les plus vulnérables des travailleurs (intérimaires, précaires en tout genre, etc.). Elles frappent de plein fouet des catégories de travailleurs qui passaient il y a peu pour des privilégiés : des cadres de l'industrie ou de la banque jusqu'aux pilotes de ligne.

La faillite d'une entreprise ou même la simple menace touche toute la hiérarchie de l'entreprise de bas en haut. Et, surtout, cette situation avive l'agressivité des capitalistes, eux-mêmes engagés dans une guerre à mort les uns contre les autres. La concurrence, la rivalité, ces merveilles tant vantées par les admirateurs du capitalisme, font des dégâts ou menacent d'en faire même

parmi les groupes les plus puissants. Faut-il rappeler que, si la crise financière de 2008 a propulsé les géants bancaires, Goldman Sachs, Merrill Lynch et quelques autres, au sommet de leur pouvoir sur l'économie, elle a aussi terrassé Lehman Brothers. Ce qui ne signifie pas, soit dit en passant, que les principaux actionnaires d'une entreprise en faillite n'ont pas la possibilité de déplacer leurs capitaux avant que le bateau ne coule.

Il sera difficile de deviner quels seront les gagnants de cette guerre entre capitalistes, eux-mêmes appuyés par leur État. Mais on sait que ce sont les classes populaires qui en seront les victimes. La classe ouvrière en premier lieu, qui subit de plein fouet les licenciements, que les interventions de l'État n'amortissent que très partiellement. Mais aussi la bourgeoisie petite et moyenne, particulièrement nombreuse en France : petits entrepreneurs en tout genre, petits commerçants, artisans, restaurateurs, boutiquiers. Des centaines de milliers de personnes qui croyaient que leurs propriétés les plaçaient au-dessus des salariés et qui espéraient que leurs affaires les protégeraient des aléas de l'économie. De plus en plus nombreux sont celles qui voient qu'il n'en est rien.



La manifestation de la santé le 16 juin à Paris.

Il y a aussi toute cette vaste catégorie sociale qui, même si elle vit principalement de son salaire, participe à l'encadrement dans l'économie capitaliste et se croit au-dessus des autres salariés, se rend également compte qu'aux yeux du grand capital, ils ne sont rien. Ils s'aperçoivent qu'on peut être un cadre moyen, voire supérieur, penser avoir une position privilégiée et protégée, et découvrir lors de la fermeture de son entreprise qu'on est sur un siège éjectable!

Les associations à but non lucratif comme les banques alimentaires, voire les Restos du cœur, constatent la présence parmi leurs bénéficiaires de femmes et d'hommes qui n'auraient jamais imaginé faire appel à elles un jour.

Alors, le « monde d'après » sera inévitablement marqué par une intensification de la lutte de classe.

Personne ne peut prévoir, quelle sera la catégorie sociale qui se mettra en mouvement. Rappelons que la précédente grande crise du capitalisme, dans les années après 1929, mit plusieurs années à mettre en mouvement les classes sociales frappées. Plusieurs années pour provoquer de grandes luttes ouvrières, mais aussi pour pousser une partie de la petite bourgeoisie en colère vers l'extrême droite fasciste.

LE PROLÉTARIAT ET SA CONSCIENCE DE CLASSE

C'est peu dire que la classe ouvrière entre dans cette période impréparée. Dans sa majorité, elle n'a même pas la conscience qu'elle constitue une classe sociale ayant des intérêts collectifs et encore moins que ses intérêts sont fondamentalement opposés à ceux de la

bourgeoise.

La prise de conscience peut cependant venir très vite. Mais elle ne pourra venir que de la lutte de classe elle-même. C'est là où le rôle d'un courant révolutionnaire est irremplaçable. Certes pas en provoquant la lutte, comme le présentent les serviteurs intellectuels les plus excités et les plus débiles de la bourgeoisie. Les explosions sociales viennent des profondeurs des classes opprimées. Le rôle des révolutionnaires consiste à défendre et à populariser des objectifs qui renforcent la position et le niveau de conscience de la classe ouvrière dans la lutte. Encore faut-il que ces objectifs soient défendus et propagés dans la classe ouvrière! Encore faut-il que les militants qui sont susceptibles de les défendre et de les propager ne soient pas abusés par tous les charlatans qui brandissent de fausses perspec-

tives et de faux objectifs. Aussi multiples et variées qu'aient été dans le passé les illusions semées, elles avaient toutes en commun de se placer sur le terrain du capitalisme, de ne pas contester le règne de la grande bourgeoisie sur la société. Aussi imprévisibles, voire surprenants, que seront les semeurs d'illusions de demain, ils auront en commun avec ceux du passé de rester sur le terrain du capitalisme. Le seul programme qui corresponde aux intérêts de la classe ouvrière est celui qui, tout en partant du niveau de conscience présent des travailleurs, les conduit au renversement du pouvoir de la bourgeoisie et à l'expropriation de la classe capitaliste.

Le gros du monde du travail sera dans sa majorité abusé dans un premier temps par les charlatans qui se posent en amis. C'est dans l'ordre des choses. Il est infiniment plus naturel d'espérer échapper au combat que de s'y engager et surtout d'aller jusqu'au bout. La révolution du prolétariat russe a commencé par Kereniski avant d'aboutir à la victoire avec Lénine, Trotsky et quelques autres. La révolution française n'a pas commencé par Robespierre et encore moins par Babeuf!

Pour le moment, l'offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière n'a pas provoqué une contre-offensive de celle-ci. Et encore moins une contre-offensive suffisamment puissante et suffisamment déterminée pour que la bourgeoisie craigne pour son pouvoir. Or, c'est seulement dans la lutte que la classe ouvrière pourra puiser confiance en elle-même et acquérir la conscience de sa force.

Mais l'offensive de la bourgeoisie et la question de savoir comment y faire face susciteront et suscitent déjà des questions parmi les travailleurs. Il faut défendre et populariser des objectifs qui correspondent à leurs intérêts de classe et qui fassent avancer leur niveau de conscience dans le combat contre la bourgeoisie.

FACE À LA CRISE, DES OBJECTIFS DE LUTTE POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Face à la montée du chômage de masse, il faut avancer comme objectif la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Il faut que le pouvoir d'achat des salaires soit protégé contre les hausses de prix par l'échelle mobile des salaires,

par leur indexation sur les prix. C'est le seul moyen d'éviter que les travailleurs soient transformés en miséreux, survivant par la grâce de la seule charité publique ou privée.

Pour éviter l'affrontement avec la classe ouvrière, l'État s'efforcera de désamorcer leur colère, prenant en charge une partie, voire la totalité qui devrait incomber à la bourgeoisie. C'est ce qu'il fait déjà par le biais du chômage partiel. Encore faut-il qu'il en ait les moyens! Seuls les États impérialistes, comme la France, privilégiés par l'histoire, ont ces moyens. Et, encore, pour une petite partie des travailleurs!

Mais la classe ouvrière n'a pas intérêt à se diviser, entre une petite fraction privilégiée transformée en prolétaire au sens que le mot avait à Rome au temps de la société esclavagiste, c'est-à-dire des assistés, et une majorité voguant d'activités temporaires mal payées en chômage, cantonnée à une vie de misère. Seul le combat de l'ensemble de la classe ouvrière pour le renversement du capitalisme peut offrir une issue.

Pour tous les travailleurs au chômage depuis un certain temps, comme pour tous les précaires qui sont des chômeurs à temps partiel, le seul objectif qui vaille du point de vue des intérêts des travailleurs est de contraindre l'État à créer des emplois utiles à la société et qui ne génèrent pas du profit privé. Qu'il prenne sur les milliards dont il arrose la classe capitaliste! Des milliards qui ne serviront même pas aux investissements, mais à alimenter la spéculation. Qu'il prenne sur la part du profit distribuée en dividendes et celle qui est accumulée par la classe capitaliste.

La pandémie du coronavirus a montré, par ses conséquences tragiques, qu'il n'y a pas trop de personnel dans les hôpitaux, pas trop de lits, et qu'en supprimer pour raison de rentabili-



Pôle emploi face à un afflux de nouveaux chômeurs.



Mardi 16 juin dernier, dans la manifestation parisienne.

té est une aberration sociale. Il en va de même dans une multitude de services publics, transports collectifs, réseau postal, etc., sans même parler des logements avec des loyers corrects, à la portée des salaires ouvriers, qui manquent dramatiquement.

Les besoins non satisfaits des classes populaires sont nombreux, comme sont nombreux les bras et les cerveaux qui ont la capacité de les satisfaire et qui sont rejetés de la production.

Il est manifeste que la grande bourgeoisie qui détient tous les leviers du pouvoir est incapable de guérir la crise de son économie. À ses remèdes inopérants, il faut opposer le contrôle ouvrier sur la pro-

duction et la distribution. Les travailleurs qui font marcher l'économie sont infiniment plus capables que les financiers de prendre les décisions concernant l'orientation de l'économie: que produire et comment. Cela signifie l'abolition du secret des affaires derrière lequel s'abritent non seulement les arnaques pures et simples, mais aussi le fonctionnement ordinaire du capitalisme.

Lorsque les travailleurs se battent pour ces objectifs, ils attireront l'hostilité de tous ceux qui ne veulent pas toucher aux fondements de la société capitaliste, c'est-à-dire au droit des capitalistes de faire ce qu'ils veulent de leurs capitaux. Se posera nécessairement la question de qui dirigera les luttes. La seule forme d'organisation

permettant aux travailleurs de diriger eux-mêmes leurs luttes, c'est-à-dire de ne jamais quitter le terrain de leurs intérêts de classe, est celle que le mouvement ouvrier révolutionnaire a fait surgir au long de son histoire: les comités, les conseils démocratiquement élus par les travailleurs en lutte, et par eux seuls. Forme de direction surgie spontanément dans la Commune de Paris et qui, sous le nom de soviets, a conduit le prolétariat russe au pouvoir.

Hors des périodes de lutte, l'idée même d'un programme de combat pour les travailleurs paraîtra une abstraction, comprise et partagée seulement par une minorité. Mais, lorsque la classe ouvrière se mettra réellement en mouvement, cette abstraction prendra d'autant plus facilement vie qu'elle émane de l'expérience du mouvement ouvrier lui-même.

Défendre ces objectifs, gagner des travailleurs à les défendre, les regrouper, voilà les tâches de la période pour les militants communistes révolutionnaires. Construire un parti communiste révolutionnaire passe aujourd'hui par cette voie.

4 juillet 2020

Annexe: Lors d'une discussion sur le *Programme de transition* avec des militants américains en juin 1938, Trotsky évoquait le lien entre ce programme et la construction du parti pour affirmer:

« La signification du programme c'est le sens du parti. [...] Qu'est-ce que le parti? En quoi consiste sa cohésion? Cette cohésion consiste en une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est cela le programme du parti. »



Affichette de la pétition (détail).

“Plus jamais ça”, ou le réformisme au temps du coronavirus

Parmi les nombreux manifestes et autres proclamations qui ont fleuri depuis le début de l'épidémie, une tribune, publiée le 27 mars et intitulée «Plus jamais ça! Préparons le jour d'après», appelait «toutes les forces progressistes et humanistes» à «reconstruire ensemble un futur écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral».

Parmi les 18 responsables syndicaux et associatifs à l'origine de cet appel figuraient le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez, l'ancienne responsable des Verts et ex-ministre du gouvernement Hollande Cécile Duflot, aujourd'hui à la tête de la branche française d'Oxfam, et les représentants d'Attac et Greenpeace, pour ne citer que les plus connus.

À la différence des autres textes, celui-ci n'est pas resté sans lendemain et il bénéficie d'un important relais militant grâce à la CGT. Se constituant en un collectif Plus jamais ça, ces mêmes organisations ont lancé une pétition et un nouvel appel à l'occasion du 1^{er} mai, affirmant qu'il fallait «tout repenser» pour «inventer le monde d'après».

Dernièrement, le 26 mai, elles ont publié un «plan de sortie de crise» de 34 mesures. Quelques-unes sont présentées comme répondant à des «urgences sanitaires et sociales», comme la gratuité des masques ou le déblocage de moyens pour les hôpitaux. Mais, selon ses auteurs, ce plan est aussi censé faire la démonstration qu'il y a des «alternatives au capitalisme néolibéral, productiviste

et autoritaire, et que ces alternatives sont crédibles, désirables et réalisables».

UN CATALOGUE DE VŒUX PIEUX ADRESSÉS AU GOUVERNEMENT

Loin d'être constitué de mesures «précises et le plus souvent chiffrées», comme le prétendent ses auteurs, ce plan se présente comme un catalogue de vœux pieux, demeurant le plus souvent bien vagues. Ainsi, à propos des droits des chômeurs, ce plan se limite à demander que l'accès à l'Assurance chômage permette «une vie digne». Concernant les droits des femmes, il est exigé du gouvernement qu'il prenne «des mesures ambitieuses».

Mais cette exigence, les auteurs de ce plan sont loin de se l'appliquer à eux-mêmes. Ainsi quand ils évoquent la nécessité de mettre en place une «imposition plus juste [...] pour aller chercher l'argent au bon endroit», ils se contentent de proposer une réduction de la TVA sur les produits de première nécessité et n'imaginent même pas qu'elle puisse être tout simplement supprimée!

Rappelons que pendant longtemps le mouvement ouvrier revendiquait la suppression de tous les impôts indirects, considérés comme les plus injustes, car ils pèsent proportionnellement davantage sur la consommation des plus pauvres.

Dans quelques chapitres, les auteurs de ce plan se sont sentis obligés de donner des chiffres qui montrent à quel point leurs mesures sont loin d'être ambitieuses.

Pour résoudre la crise du logement, le texte évoque la nécessité de construire 250 000 logements HLM par an. Un objectif bien modeste qui montre que, malgré ce qui est proclamé à longueur de page, il n'est pas si urgent de trouver une solution aux 15 millions de personnes touchées par la crise du logement, d'après le rapport de la fondation Abbé-Pierre de janvier 2020.

Dans le chapitre consacré à la façon de «répondre à la crise sociale», il est question d'une «hausse conséquente des salaires». Mais cela se limite à revendiquer 200 euros d'augmentation et pas de salaires en dessous de 1 700 euros net. Apparemment, la CGT, qui met en avant un smic à 1 800 eu-

ros net, n'est pas parvenue à convaincre ses partenaires.

Parmi les revendications censées garantir du « travail pour toutes et tous » figure « la création d'un droit de veto des CSE sur les licenciements qui ne sont pas justifiés par des difficultés graves et immédiates ».

Cette revendication est une vieille lune des organisations réformistes. Comme si les capitalistes avaient l'habitude de se justifier de leurs décisions auprès des salariés, surtout quand il s'agit de licenciements !

En outre, dans cette période de crise, les capitalistes peuvent mettre en avant que les bénéfices ne sont pas au rendez-vous. Ils licencient précisément pour rétablir les profits aux dépens des travailleurs, menant une offensive féroce et implacable qui condamne à la misère des fractions de plus en plus larges des classes populaires.

Face à cette guerre pour le profit, les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter d'être sacrifiés ! Revendiquer le droit à un emploi permettant de vivre est légitime et il n'y a pas à accepter que cela puisse dépendre de la situation de telle ou telle entreprise. Avec l'aggravation de la crise, chercher un moyen de préserver les emplois et les salaires sans remettre en cause la logique de profit du capitalisme est totalement illusoire.

On retrouve dans ce plan l'idée que ce serait la mondialisation qui serait responsable des méfaits subis par les populations, qu'il faudrait « *relocaliser les productions* », « *produire au plus près des populations* », qu'il faudrait combattre le libre-échange, la dépendance aux importations. Le texte ne va pas jusqu'à parler de la souveraineté nationale, mais c'est cela qui est en filigrane.

Réguler la finance, la contrôler, réorienter la politique monétaire : voilà les objectifs qui sont mis en avant, et ce serait



En bas de l'écran, Cécile Duflot, ancienne ministre, ex-dirigeante des Verts et aujourd'hui à la tête d'Oxfam France, et Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invités à présenter leur plan de sortie de crise.

aux gouvernements de le faire ! Pourquoi, dans le système actuel, les États sont contrôlés par la finance, pas un mot pour l'expliquer !

Si tous les gouvernements, sous toutes les latitudes, ont favorisé les marchés financiers et sacrifié les services publics c'est que, partout, les États nationaux, les ministres comme les hauts fonctionnaires qui dirigent les administrations, sont au service de la classe possédante, et en particulier de sa fraction la plus riche.

Ce nouvel avatar de regroupement d'une partie de la gauche réformatrice tente de faire croire, dans un contexte d'aggravation brutale de la crise, qu'il est possible d'aménager le capitalisme, de le réguler, de le rendre plus respectueux des hommes et de l'environnement, sans remettre en cause ses fondements, et surtout sans renverser le pouvoir de la classe capitaliste qui tire sa domination dans l'économie et dans la société de la propriété privée des moyens de production.

RECONSTRUIRE LE MONDE D'APRÈS... OU L'UNION DE LA GAUCHE !

« *Débattons partout*, clame le collectif dans son texte commun, *mobilisons-nous sur le ter-*

rain pour changer le système et exiger des pouvoirs publics des transformations radicales ! ». La mise en œuvre de ce « plan de sortie de crise » dépend donc exclusivement de la bonne volonté du gouvernement, qu'il faut convaincre de « changer de logiciel ».

Sur le plan politique, les perspectives des organisations du collectif Plus jamais ça se résument donc à militer pour une alternance électorale et l'arrivée au pouvoir d'un « bon gouvernement de gauche ». C'est bien dans ce sens que tendent leurs efforts.

Ainsi, elles considèrent comme un succès d'avoir réuni le 20 mai une visioconférence à laquelle ont participé 52 représentants d'organisations politiques, syndicales et associatives, avec notamment Jean-Luc Mélenchon pour La France insoumise, Olivier Faure pour le PS, Julien Bayou, porte-parole d'Europe écologie – Les Verts. Le NPA, représenté par Olivier Besancenot, participait aussi à cette réunion.

Même si, officiellement, il n'était pas question d'évoquer un calendrier électoral, beaucoup l'avaient en tête et ne s'en cachaient pas. Comme à son habitude, le dirigeant du PC, Fabien Roussel, s'est déclaré partisan d'une alliance électorale de toute la gauche. Mais une

alliance avec le PS, encore discrédité par sa politique menée sous la présidence de Hollande, n'est pas très populaire auprès d'une grande partie des militants du milieu CGT-PC. Quant à La France insoumise, elle veut bien d'une union de tous... derrière elle et son dirigeant, Mélenchon, probable futur candidat à la présidentielle de 2022 !

Pour le moment, cette nouvelle version d'union de la gauche est loin d'être construite. À cette étape, le collectif Plus jamais ça joue le rôle d'entremetteur entre des partis qui tentent de retrouver un peu du crédit perdu auprès des classes populaires.

Le NPA justifie sa présence dans ce type de réunion en déclarant y défendre la nécessité d'une « union pour les mobilisations ». Mais il n'est bien sûr pas en mesure d'influencer en quoi que ce soit le contenu des discussions, et encore moins des éventuels accords qui pourraient en sortir dans un avenir plus ou moins proche.

Par contre, en mêlant sa voix au chœur de ceux qui prêchent l'unité de la gauche, il accrédite auprès des travailleurs l'idée que c'est bien la seule perspective possible. Cette politique le réduit à jouer le rôle de mouche

du coche des organisations réformistes, qui trahiront les travailleurs si le discrédit du gouvernement actuel devait leur permettre de se retrouver à nouveau au pouvoir.

ARMER LES TRAVAILLEURS POUR LES FUTURS COMBATS RÉVOLUTIONNAIRES

Dans la période qui vient, le système capitaliste en crise va plonger dans la pauvreté des fractions de plus en plus larges de la population, travailleurs condamnés au chômage, commerçants, artisans et paysans acculés à la faillite...

Quand un système est incapable de faire vivre ceux qui créent les richesses, il doit disparaître, proclamaient déjà Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste* (1848).

Dans une telle période, il faut se battre pour accélérer cette prise de conscience parmi la population laborieuse, l'aider à déboucher sur des revendications constituant des objectifs de combat dans cette lutte pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie et organiser l'économie d'une façon collective et planifiée pour répondre aux besoins du plus grand nombre.

Parmi ces revendications, celles de la répartition du travail entre tous sans diminution des salaires et du contrôle des travailleurs sur les entreprises sont parmi les plus importantes alors que, du fait des licenciements et des faillites, le chômage explose.

Travailler moins pour travailler tous, avec des salaires garantis contre les hausses de prix par l'échelle mobile des salaires, est une revendication indispensable à opposer à la politique patronale de destruction des emplois.

Que les travailleurs puissent contrôler les comptes des entreprises leur permettrait de constater que les licenciements, loin d'être une fatalité, découlent le plus souvent d'un choix, celui de privilégier les profits des actionnaires en sacrifiant les emplois, les salaires et les conditions de travail.

Imposer un tel contrôle suppose de remettre en cause le pouvoir des capitalistes, leur droit de propriété, et cela requiert une lutte féroce et déterminée.

Les marchands d'illusions ne manquent pas pour tenter de limiter la prise de conscience des travailleurs en cette période de faillite du capitalisme et chercher à canaliser et à dévoyer demain les combats de la classe ouvrière.

Ceux qui ont à cœur de défendre les intérêts des travailleurs doivent consacrer leur énergie à s'opposer à ces illusions aux conséquences funestes, et à construire un parti révolutionnaire dont le programme et la politique visent à armer les travailleurs dans le combat pour renverser le capitalisme.

1^{er} juillet 2020



La CGT a mis son réseau militant au service du collectif Plus jamais ça. Le 1^{er} mai, les militants de la CGT étaient invités à poster sur Internet des messages commençant par : « Le jour d'après, je veux ».



États-Unis: un vaste mouvement contre le racisme et les violences policières

Le meurtre de George Floyd, à Minneapolis le 25 mai dernier, a déclenché aux États-Unis une vaste mobilisation contre le racisme et les violences policières. Au cours des dernières années, plusieurs mouvements de protestation ont été provoqués par le meurtre de Noirs par des membres de la police. En 2012, la mort dans une banlieue de Miami de Trayvon Martin, un lycéen de 17 ans, tué par un garde qui n'avait pas été inculpé, avait déclenché de nombreuses manifestations en Floride et au-delà. En 2014, la mort à Ferguson dans le Missouri du jeune Michael Brown, tué par un policier blanc, et laissé gisant pendant plusieurs heures sur la chaussée, avait à son tour provoqué une explosion de colère, avec de nombreuses manifestations en août et en novembre, puis encore en 2015. C'est de cette époque que date l'essor de Black Lives Matter (les vies noires comptent), un mouvement plutôt qu'une véritable organisation. Depuis, les meurtres de Noirs par des policiers se succèdent, en général en toute impunité. Un exemple parmi tant d'autres : toutes les poursuites ont été abandonnées récemment contre le policier qui en 2014 avait tué Eric Garner, un Noir de New York mort en disant « *I can't breathe* » (J'étouffe), filmé par un téléphone portable. Le meurtrier réclame maintenant sa réintégration dans la police new-yorkaise.

Le mouvement des dernières semaines est donc dans la continuité de ces mobilisations. En même temps, par son ampleur et par sa durée, il dépasse tout ce qui avait précédé. Des manifestations ont eu lieu dans plus

de 2000 villes dans les 50 États : comme en Alaska, où 12 villes ont connu des manifestations, à l'instar de Palmer, 6000 habitants et 1400 manifestants ; ou comme à Hawaï, où une dizaine de villes ont connu des

manifestations. Dans de petites bourgades, plusieurs centaines de personnes ont parfois défilé à l'initiative de quelques lycéens révoltés par le racisme et par le sort tragique de George Floyd et de tant d'autres. Dans les grandes villes, on a manifesté tous les jours pendant trois semaines, avec souvent plusieurs manifestations dans différents endroits de la ville. À Detroit (Michigan), dimanche 7 juin, il y a eu 30 manifestations la même journée. Et cela malgré la mobilisation de la police, voire de la garde nationale, comme à Washington, où la présence de l'armée n'a pas dissuadé les manifestants, pas plus qu'ils n'ont été dissuadés par le coronavirus, alors qu'aux États-Unis plus de 120000 personnes ont déjà perdu la vie du fait de l'épidémie. Bref, il s'agit d'un vaste mouvement, dont les participants ont le sentiment de



Devant le commissariat de Pomona, en Californie, le 30 mai dernier.

participer à quelque chose qui les dépasse.

COMME DANS LES ANNÉES 1960 ?

Lors des premières manifestations, qui ont parfois tourné à l'émeute et au pillage de magasins, notamment à Minneapolis, les autorités ont pu craindre que se reproduisent les émeutes de 1992 à Los Angeles. Après l'acquiescement de quatre policiers ayant passé à tabac un automobiliste noir, Rodney King, cinq jours d'émeute avaient fait 63 morts, des dizaines de commerces avaient été incendiés, 12 000 arrestations avaient eu lieu, et la garde nationale et l'armée fédérale avaient pris position dans la ville. Peut-être les autorités ont-elles même redouté une révolte comparable à celle des ghettos noirs dans les années 1960. À l'époque, après vingt-cinq ans de mouvement des droits civiques, la plupart des grandes villes avaient connu de grandes émeutes. À l'été 1964, le meurtre d'un jeune Noir de 15 ans par un policier avait embrasé Harlem, à New York. Puis en août 1965, le ghetto de Watts à Los Angeles s'était révolté, et l'année suivante les villes de Chicago et Cleveland. En 1967, la révolte des Noirs de Detroit s'était aussi soldée par des dizaines de morts issus des ghettos.

Mais l'histoire ne repasse jamais les mêmes plats. Ces dernières semaines, la quasi-totalité des manifestations ont été pacifiques. Elles se sont en général produites dans les centres-villes, et pas spécialement dans les ghettos ou les quartiers pauvres. Si des militants des organisations de droits civiques, des Églises noires ou encore du Parti démocrate étaient à l'œuvre, un grand nombre de ces manifestations étaient organisées par des gens sans grande



Les émeutes de Los Angeles en 1992.

expérience militante. À Detroit, ville noire à 80 %, les Églises afro-américaines ont joué leur rôle. Mais, dans les banlieues résidentielles, de jeunes Blancs de la classe ouvrière ou des universités ont également organisé des manifestations. Dans les années 1950 et 1960, il y avait certes des Blancs, souvent des étudiants de gauche, issus de la petite bourgeoisie, qui gravitaient autour du mouvement noir. Mais ils y occupaient une place marginale et la quasi-totalité des personnes mobilisées étaient des Noirs. La population noire elle-même n'est aujourd'hui plus tout à fait la même. En 1965, les Noirs faisaient quasiment tous partie du prolétariat. Maintenant, une petite bourgeoisie noire s'est constituée, dans les professions libérales, les milieux d'affaires, parmi les intellectuels ou encore les artistes et les sportifs à succès. Elle est présente dans le mouvement en cours, comme le sont de nombreux jeunes étudiants blancs, mus par un antiracisme généreux. À la fin des années 1960, la révolte des Noirs était celle d'un pan de la classe ouvrière, susceptible d'entraîner le prolétariat dans son ensemble. Aujourd'hui, il s'agit d'un mouvement disparate contre le racisme et les vio-

lences policières, qui n'est sans doute pas porteur des mêmes possibilités.

La situation économique est également différente. Dans la seconde moitié des années 1960, le boom qui suivit la Deuxième Guerre mondiale se poursuivait. Dans les villes industrielles du Midwest, pour essayer d'éteindre la contestation, les grandes entreprises embauchèrent des centaines de milliers de Noirs qui n'avaient jamais pu accéder auparavant à ces emplois relativement stables et bien payés. L'administration démocrate de Lyndon B. Johnson investit massivement dans des programmes sociaux et éducatifs, augmentant l'endettement public. Puis, la crise monétaire de 1970 et la crise économique qui débuta ensuite réduisirent alors tout à la fois les opportunités d'emplois et les programmes sociaux. Aujourd'hui, toute une partie de la population noire paye le prix fort à la crise économique déclenchée par l'épidémie. George Floyd lui-même illustre cela à sa manière : alors qu'il avait été camionneur puis agent de sécurité, il s'était retrouvé sans emploi après la fermeture du restaurant où il travaillait, en raison de la pandémie.

RÉFORMER LA POLICE ?

S'il est massif, le mouvement actuel a aussi des limites qui tiennent à ses revendications. Comment mettre fin aux violences policières et au racisme dans la police ? De nombreux manifestants exigent que la police soit contrôlée et réformée, voire démantelée, et les policiers violents écartés. Le conseil municipal de Minneapolis a ainsi voté, contre l'avis du maire, le démantèlement de la police de la ville, pour le remplacer par un système de sécurité publique basé sur la population. Même si ce genre d'initiative aurait été impensable il y a quelques semaines, elle reste bien vague. Une revendication plus modérée est de diminuer drastiquement les financements dont bénéficie la police (*defund the police*), au profit de l'éducation, de la santé, de services chargés des troubles psychiques et de l'addiction aux stupéfiants.

Aux États-Unis, à la différence de la France, la police est très décentralisée, chaque autorité locale ayant sa propre force et la police fédérale ne se chargeant que d'une minorité d'affaires. Quelque 10 millions d'arrestations ont lieu chaque année, le plus souvent pour des délits mineurs : George Floyd était soupçonné d'avoir utilisé un faux billet de vingt dollars (18 euros). Les Noirs sont plus souvent arrêtés que les Blancs, souvent pour des infractions sans importance, ce qu'ils dénoncent de façon ironique comme « la conduite en étant noir » (*driving while black*), car ils sont souvent arrêtés du simple fait de la couleur de leur peau. Par exemple, le 12 juin à Atlanta (Georgie), un automobiliste noir, Rayshard Brooks, a été arrêté sur le parking d'un fast-food parce qu'il s'était assoupi dans sa voiture après avoir un peu trop bu ; il a été tué en tentant d'échapper aux policiers qui voulaient le menotter.

Les Noirs sont surreprésentés

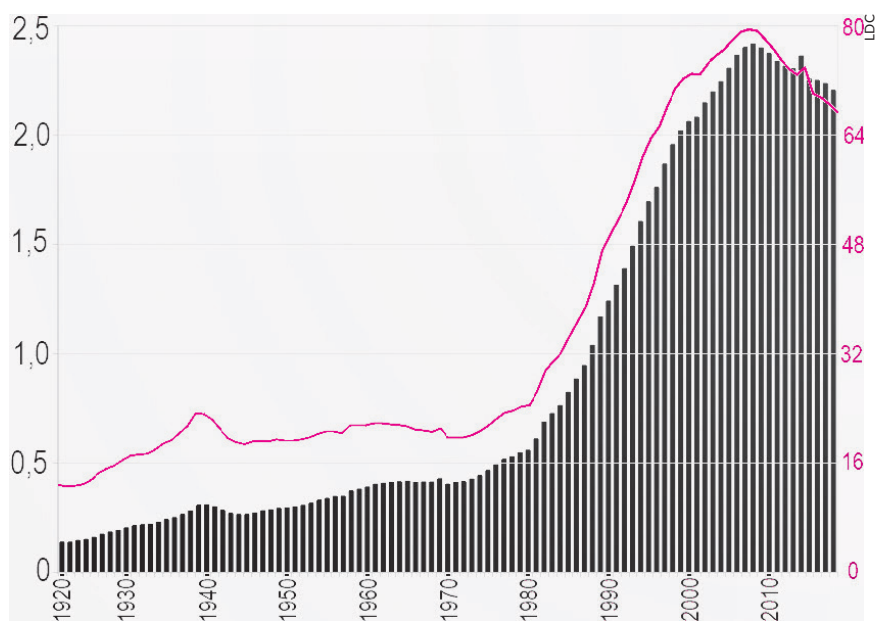
dans les prisons. Avec 2,2 millions de prisonniers, proportionnellement six fois plus qu'en France, les États-Unis sont un des pays les plus répressifs au monde. Et les Noirs, qui comptent pour 12 % de la population, représentent 37,5 % des prisonniers. L'augmentation spectaculaire de la population carcérale a commencé dans les années 1970, sous le républicain Nixon, sous couvert de guerre contre la drogue, et s'est poursuivie au cours des années 1980 et 1990, indépendamment de l'alternance entre républicains et démocrates à la Maison-Blanche.

Tous les policiers ne sont pas racistes ni violents. Mais la police, comme institution, agit violemment et impunément. Chaque année, elle tue plus de 1 000 personnes, souvent désarmées, et qui ont eu le tort d'avoir un geste malheureux, ou tout simplement d'être noires et de s'être trouvées au mauvais endroit au mauvais moment. Quasiment aucun policier n'est poursuivi. Mais des services de police ont déjà été « réformés », parfois plusieurs fois, sans changement fondamental. Dans des villes majoritairement noires comme

Detroit, Memphis (Tennessee) et Birmingham (Alabama), les policiers et leurs responsables sont en majorité noirs. Dans certains cas, il y a peut-être moins de racisme patent. Mais, dans chacune de ces villes, il y a toujours une violence organisée de la police. Et, en fin de compte, cela signifie une violence raciste, avec des gens tués par des policiers, et qui n'auraient pas été tués s'ils avaient été blancs dans la même situation.

Le groupe trotskyste américain Spark relève ainsi : « *Même s'il y avait une manière de se débarrasser des policiers violents, l'institution policière resterait violente. La police a un rôle à jouer. Elle protège et elle sert la classe qui dirige une société basée sur des inégalités profondes... S'il n'y avait pas de coercition, pas de violence organisée pour mettre sous contrôle la population laborieuse, la minorité privilégiée ne pourrait monopoliser une telle part de la richesse sociale...*

Pour servir cette classe exploiteuse, la police doit être séparée de la population, et elle doit user de la violence contre la population, ou menacer de le faire. C'est sur cet obstacle que tous les efforts pour réformer la police se



Population incarcérée (en noir, en millions de prisonniers) et taux d'incarcération (en rouge, prisonniers pour 10 000 habitants). Depuis les années 1970, l'emprisonnement a explosé, souvent aux dépens des Noirs.

sont brisés.

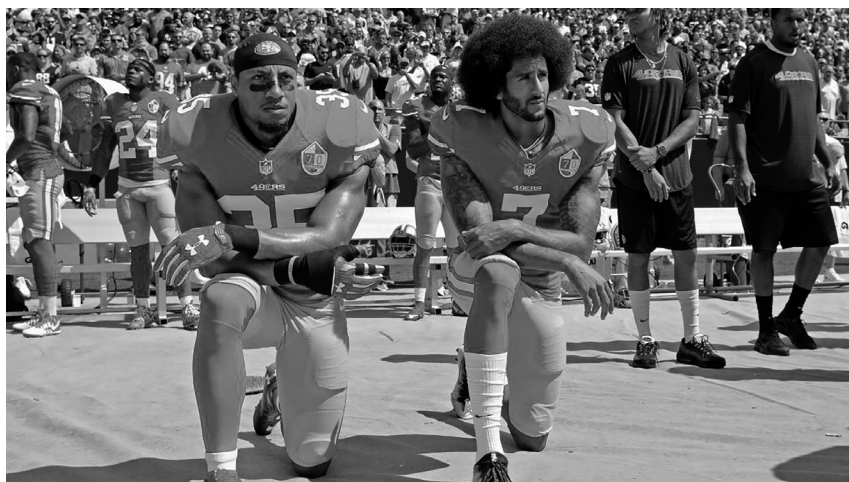
Le problème est donc plus vaste que celui de la composition de telle ou telle force de police, même si c'est un facteur aggravant. La police reflète directement la classe capitaliste qu'elle sert. Et, dans ce sens, elle doit être "démantelée".» (7 juin)

Le mouvement en cours reflète la révolte contre les méthodes de la police, et aussi l'illusion qu'elle pourrait être plus respectueuse de la population et adopter des méthodes plus humaines. Mais, du fait de son rôle de défense de l'ordre social, elle ne peut guère changer. L'avenir dira si au moins une minorité s'approche des solutions. Pour éradiquer les violences policières et le mépris qu'elles traduisent, il faut s'attaquer à la division de la société en classes, et finalement au capitalisme. Si l'immense mobilisation en cours a eu le grand mérite de soulever le problème, elle se heurte pour l'instant à cette contradiction.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN LIGNE DE MIRE

Enfin, ce mouvement se déploie alors que la campagne pour l'élection présidentielle du 3 novembre prochain se prépare. De part et d'autre, de grandes manœuvres politiques sont à l'œuvre.

Du côté des républicains, Trump vise la réélection. Il a construit sa carrière politique sur un discours stigmatisant les Noirs. En 1989, après un viol sordide dans Central Park pour lequel cinq adolescents noirs avaient été inculpés, Trump, qui était alors un homme d'affaires prospère et connu de New York, avait acheté des encarts publicitaires dans la presse pour réclamer le rétablissement de la peine capitale dans l'État, et donc la mort pour les cinq suspects. Cinq



Les footballeurs Eric Reid et Colin Kaepernick mettent un genou à terre pendant l'hymne national, au grand dam de Trump.

suspects dont les aveux avaient été extorqués par la police, et qui ont été innocentés après des années de prison, sans que Trump s'en excuse, bien sûr. En 2011, alors que Barack Obama faisait campagne pour devenir le premier président noir du pays, Trump mit en doute le lieu de sa naissance, reprenant une thèse selon laquelle Obama serait né au Kenya et non aux États-Unis, ce qui l'aurait juridiquement empêché d'être candidat. Obama produisit son certificat de naissance à Hawaï, mais le but de Trump, suggérer qu'un Noir n'était pas un vrai Américain, était atteint. Quand il fit campagne pour la présidence en 2016, Trump ne chercha guère à engranger des voix parmi les Noirs. Et les démocrates considérèrent que leurs voix leur étaient acquises. Toutefois, si peu d'Afro-Américains votèrent pour Trump, toute une partie d'entre eux s'abstinrent de voter pour Clinton, scellant ainsi sa défaite dans certains États décisifs. Les Noirs ne représentent que 12 % de l'électorat, mais près du quart des électeurs démocrates.

Au cours de sa présidence, Trump a continué de s'adresser surtout à sa base électorale conservatrice et aux Blancs, qui représentent 70 % des électeurs et avaient majoritairement voté pour lui en 2016. Quand, pour protester contre les meurtres

impunis de Noirs par des policiers, le joueur de football américain Colin Kaepernick mit un genou à terre pendant la diffusion de l'hymne national, déclenchant un mouvement parmi les sportifs, Trump le traita de « fils de pute » et réclama, avec succès, qu'il soit viré. Après le meurtre de George Floyd, il n'a pas eu un mot de sympathie pour la victime. Se décrivant comme « le président de la loi et de l'ordre », il a paraphrasé l'ancien président républicain Nixon, qui avait tenu ce langage en 1968 pour attirer les voix des racistes horrifiés par les grandes émeutes urbaines. Voulant réduire les protestations à l'action de quelques bandes qui incendiaient et pillaient des commerces, Trump a aussi repris la déclaration d'un shérif raciste de Miami dans les années 1960 : « *Quand les pillages commencent, les tirs commencent* », ajoutant : « *Merci!* », pour bien signifier que la répression serait encouragée. Quant à son premier meeting de campagne, il l'a organisé le 20 juin à Tulsa (Oklahoma), choisi à dessein parce qu'il est le lieu du plus important lynchage de l'histoire du pays, où 300 Noirs avaient été massacrés en mai 1921.

Cependant, il n'est pas sûr que cette posture démagogique, sécuritaire et raciste, ait été payante cette fois-ci.

Certes, l'extrême droite s'en est réjouie. Mais l'horreur suscitée par la mort de George Floyd a largement dépassé les milieux de gauche et la jeunesse antiraciste. On l'a dit, le mouvement antiraciste est populaire, et de nombreux Américains aimeraient tourner la page de l'époque de la ségrégation et des lynchages, dont le meurtre de Floyd est un écho sinistre. Un sondage a indiqué que 70% d'entre eux, et donc toute une partie des électeurs de Trump, considèrent qu'il y a un vrai problème de racisme dans la police. Même des policiers et des soldats ont manifesté leur sympathie pour les manifestants et ont multiplié les gestes et les déclarations pour se désolidariser de leurs homologues meurtriers de Minneapolis. Et plusieurs hauts cadres militaires, dont le chef d'état-major, ont désavoué Trump, qui voulait recourir à l'armée face à des manifestations pourtant pacifiques. D'anciens dirigeants de la CIA et de l'armée ont pris position contre Trump, se payant le luxe de se poser en protecteurs du peuple et d'expliquer, sans rire: «*L'Amérique n'est pas un champ de bataille*» et «*Nos concitoyens ne sont pas l'ennemi.*»

Quant aux démocrates, ils ont compris le bénéfice électoral qu'ils pouvaient tirer de cette séquence. Ils ont montré de l'empathie pour la famille de Floyd, ont participé aux manifestations et ont mis un genou à terre aussi souvent que nécessaire. Cette attitude semble aujourd'hui payante, le candidat Joe Biden ayant progressé dans les sondages ces dernières semaines. Les démo-

crates portent pourtant une responsabilité écrasante dans la condition des Noirs américains. Ils ont été au pouvoir pendant de longues années, récemment sous Clinton (1993-2001) et Obama (2009-2017). Ils dirigent de nombreux États et des grandes villes où les violences policières sont la norme, comme Los Angeles, New York ou Chicago. À Minneapolis, municipalité démocrate, Derek Chauvin, le policier qui a étouffé Floyd, avait fait l'objet de 17 plaintes, dont plusieurs pour des violences caractérisées; il n'avait reçu que deux lettres de réprimande. Et le cas de Chauvin n'est pas isolé. Au cours des huit dernières années, 3 000 plaintes avaient été déposées contre la police de Minneapolis, sans sanction dans neuf cas sur dix. Des procureurs ont souvent refusé de poursuivre des policiers violents. Amy Klobuchar, aujourd'hui sénatrice et ex-candidate aux primaires démocrates, était procureure à Minneapolis, où elle a refusé de poursuivre des policiers à de multiples occasions, dont justement Chauvin, impliqué dans la mort d'un homme en 2006.

Quant à Biden, vieux routier de la politique, il a même une responsabilité personnelle dans la condition des Noirs. En 1989, alors sénateur, il critiquait George W. Bush au motif que son plan de lutte contre la drogue n'était pas assez dur, et il proposait de traduire en justice chaque consommateur. En tant que président de la commission judiciaire du Sénat, il a ensuite rédigé plusieurs lois en ce sens. En 1994, sous Clinton, il défendit une nouvelle loi répressive qui contribua

encore à de nouvelles incarcérations. Aujourd'hui, il postule à la présidence du pays, avec des chances de l'emporter.

*

Si Trump est un défenseur acharné des intérêts de la bourgeoisie américaine, celle-ci a d'autres cartes en main. Cela fait longtemps que le système politique fonctionne sur la base de l'alternance: quand un parti est discrédité, un autre le relaie pour gérer les affaires des plus riches. Cela peut permettre de canaliser la colère et la révolte contre l'injustice à l'intérieur des institutions, sans les remettre en cause. Biden et les démocrates en profiteront peut-être, nous le verrons dans les mois à venir. Mais, quoi qu'il en soit, les classes populaires en général et les Noirs en particulier n'ont rien à attendre d'eux.

Il est trop tôt pour dire ce qui peut sortir du mouvement déclenché par le meurtre de George Floyd. Il faut espérer que la jeunesse qui se mobilise tourne sa colère contre ce système capitaliste. Car le racisme et les violences policières ne sont que le produit de l'histoire de ce pays. Les États-Unis se sont construits sur l'esclavage, l'oppression et l'exploitation féroce des Noirs, sur la division des pauvres entre Blancs et Noirs, entre nationaux et immigrés, bref entre travailleurs, au profit du grand capital américain. Alors, il faut espérer que ce vaste mouvement s'attaque à la racine même des problèmes et remette en cause les bases du capitalisme américain, dans lequel l'oppression, le racisme et les violences policières sont inscrits.

30 juin 2020



Samedi 6 juin, à Strasbourg.

Des mobilisations contre le racisme et les violences policières à la compréhension de leurs racines sociales

Les manifestations contre le racisme et les violences policières, parties des États-Unis après l'étranglement de George Floyd par un policier blanc de Minneapolis, se sont répandues à travers le monde. En France, malgré l'interdiction de manifester sous des prétextes sanitaires, restée en vigueur jusqu'au 13 juin, 20 000 personnes se sont rassemblées à Paris le 2 juin. Des milliers d'autres ont manifesté ce jour-là dans plusieurs villes du pays tandis que d'autres manifestations massives avaient lieu au cours des semaines suivantes.

Ces manifestations ont surpris par leur ampleur. Les plus réussies n'ont pas été organisées par les habituelles organisations antiracistes, comme SOS Racisme ou le Mrap, liées aux partis de la gauche gouvernementale, mais par les réseaux d'associations de banlieue, en particulier le comité Vérité pour Adama Traoré. Ce comité a été constitué par la famille de ce jeune homme de Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise), après sa mort en 2016 suite à son arrestation violente par la gendarmerie. Ces manifestations ont rassemblé des gens de toutes origines, venus souvent des banlieues, et beaucoup de jeunes qui manifestaient pour la première fois. Ils sont venus exprimer leur révolte face aux contrôles policiers répétés, aux insultes, aux humiliations qu'eux ou leurs proches doivent subir, les coups et parfois la mort, quand ils croisent la police. Si beaucoup de pancartes reprenaient les slogans des manifestations américaines, « Black lives matter » (les vies noires comptent) ou « I can't breathe » (je ne peux pas respirer), d'autres affirmaient « Pas

de justice, pas de paix ». Cette jeunesse exprimait ainsi sa soif de justice. Les violences policières n'étant pas réservées aux Noirs ou aux Arabes, ni aux seuls jeunes habitants des banlieues, des pancartes évoquaient les noms de Steve Caniço, noyé à Nantes après une charge policière lors de la fête de la musique 2019; de Zineb

Redouane, octogénaire morte en décembre 2018 après avoir été touchée par un tir de grenade lacrymogène en fermant ses volets pendant une manifestation à Marseille; ou encore de Geneviève Legay, militante de 73 ans blessée à la tête à Nice en mars 2019 au cours d'une autre manifestation de soutien aux gilets jaunes.



Arrestation violente de Farida C., infirmière, lors de la manifestation des soignants le 16 juin dernier à Paris.

Les jeunes qui se sont rassemblés pour dénoncer la mort de George Floyd, d'Adama Traoré et de tant d'autres, sont mus par leur révolte devant la violence quotidienne de la police dans les quartiers, le mépris et le racisme banalisés dont elle fait preuve à leur égard ou vis-à-vis de leurs amis. Cette révolte, comme toutes celles qui dénoncent une forme ou une autre d'oppression ou d'aliénation, est porteuse d'espoir. Mais pour que l'espoir débouche sur une transformation de la société, les jeunes mobilisés ne doivent ni rester sur un terrain apolitique en réclamant une chimérique justice, ni se laisser entraîner, consciemment ou non, sur les voies ouvertes par des organisations se plaçant sur un terrain communautariste.

LA JUSTICE ET LA POLICE CONTRE LES PAUVRES ET LES EXPLOITÉS

Le slogan « Pas de justice, pas de paix » a été beaucoup repris dans les manifestations. Mais réclamer la justice dans une société divisée en classes, c'est demander à un lion de devenir végétarien. La « justice républicaine » dont se gargarisent les politiciens de tous bords est avant tout destinée à maintenir un ordre social fondé sur le droit des patrons à faire des affaires en exploitant des travailleurs. La police, bras armé de la justice, est chargée de maintenir cet ordre coûte que coûte. Son rôle n'est pas de protéger la veuve et l'orphelin, mais la propriété privée. Il est d'empêcher les piquets de grévistes de bloquer une usine, ou d'aider les huissiers à expulser une famille qui ne peut plus payer son loyer. À toutes les époques, les classes dirigeantes ont désigné des « classes dangereuses » qu'il fallait parquer dans leurs quartiers de peur qu'elles ne viennent piller la propriété des riches. Le rôle de



Samedi 13 juin à Paris.

classe dangereuse, exploitée et maintenue dans la misère, a été longtemps occupé par le petit peuple des faubourgs de Paris, par les paysans ou les artisans ruinés venus chercher du travail et installés dans ce qu'on appelait la zone, cet espace de bidonville sur l'emplacement des anciennes fortifications parisiennes recouvert plus tard par le boulevard périphérique. Les « classes dangereuses » furent ensuite constituées par les migrants, au fur et à mesure qu'ils arrivaient pour construire les villes ou les autoroutes, faire tourner les usines ou creuser les mines : Italiens, Indochinois, Maghrébins avant les Noirs africains.

La police ou la gendarmerie sont avant tout anti-pauvres, anti-ouvriers, anti-grévistes. Le préfet de Paris, Didier Lallemand, l'a crûment illustré ses derniers mois en rabrouant une femme gilet jaune qui l'interpellait, par un « *Nous ne sommes pas dans le même camp Madame !* » ; ou quand il a déclaré, en parlant spécialement des habitants de Seine-Saint-Denis : « *Ceux qui sont aujourd'hui hospitalisés, ceux qu'on trouve dans les réanimations, ce sont ceux qui, au début du confinement, ne l'ont pas respecté.* » L'écrivain italien Pasolini, commentant les tirs de la police qui tua cinq

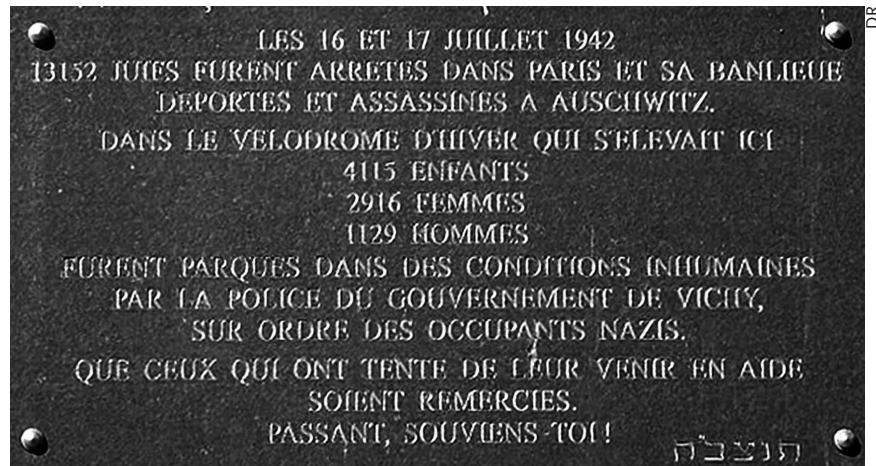
manifestants en 1960, a bien résumé l'attitude fondamentale de la police : « *Ce qui frappe [], c'est la froideur mécanique et organisée de la police en train de faire feu. [] La police italienne est quasiment organisée comme une armée étrangère d'occupation, postée au cœur de l'Italie.* » Pour la police, les quartiers ouvriers et les banlieues sont considérés comme des territoires étrangers, ennemis, qu'il faut occuper, quadriller, « reconquérir » selon les mots des ministres de l'Intérieur qui se succèdent. C'est pour cela que la police déteste les attroupements de jeunes, qu'elle multiplie les contrôles, qu'elle considère les habitants de ces quartiers comme des délinquants potentiels, même quand ils partent au travail. Cette suspicion et ce mépris sont sociaux avant d'être raciaux. Comme toutes les occupations, le rôle demandé aux policiers dans les quartiers est pourrissant. En plus de faire face à la misère matérielle ou morale, aux trafics et à la violence engendrés par la pauvreté, ils subissent en boomerang leur propre violence et le mépris qu'ils affichent. Cela ne peut que renforcer chez eux la haine de la jeunesse, le racisme et bien d'autres préjugés existant dans toute la société. Ces préjugés sont des produits inéluctables d'une société divisée en classes.

LE RACISME DANS LA POLICE ET L'HÉRITAGE COLONIAL

Le comportement de la police, son mépris pour les jeunes des quartiers et le racisme répandu dans ses rangs a d'abord des racines sociales. Mais il résulte aussi de l'histoire particulière de tel ou tel pays. Aux États-Unis, le racisme de la police est un héritage de l'histoire esclavagiste. Il a été utilisé par la classe dominante pour affaiblir la classe des travailleurs

en la divisant. Chaque fois que les exploités de ce pays sont entrés en lutte, les dirigeants politiques au pouvoir ont toujours essayé d'arrêter la lutte en dressant les Blancs contre les Noirs, et en donnant quelques miettes de plus aux ouvriers blancs qu'aux ouvriers noirs. Cela dure depuis au moins la fin de la guerre de Sécession et la période de la Reconstruction (1865-1877) au cours de laquelle les Noirs à peine libérés de l'esclavage et des Blancs pauvres des États sudistes ont commencé à s'organiser ensemble, élaborer des revendications sociales et élire des représentants communs. En ce sens-là le racisme aux États-Unis peut être qualifié de racisme d'État.

En France, la période vichyste, jamais soldée au sein de la police, et le passé colonial, notamment celui de la guerre d'Algérie, ont laissé des traces dans l'appareil d'État. Nombre de policiers, en particulier des cadres, en poste pendant les années de la guerre d'Algérie, avaient fait leurs premières armes sous Vichy. Combien parmi les policiers présents lors du massacre des Algériens le 17 octobre 1961 à Paris avaient connu, même indirectement, les rafles antijuifs comme celle du Vel'd'Hiv? Papon, préfet de police à Paris en 1961, était haut fonctionnaire sous Vichy, responsable à ce titre de la déportation de milliers de Juifs. Maurice Rajsfus, récemment disparu, a montré dans ses ouvrages les traces durables de cette époque au sein de la police¹. Un jeune policier formé dans les années 1956-1962 où les rafles d'Algériens à Paris étaient courantes, où les passages à tabac sinon la torture n'étaient pas réservés à la casbah d'Alger, a acquis très tôt des réflexes racistes. Depuis, l'eau a certes coulé sous les



Ci-dessus, une plaque en souvenir de la rafle du Vel d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942.

Ci-dessous, des Algériens qui manifestaient pacifiquement le mardi 17 octobre 1961, violemment embarqués, les mains sur la tête. Beaucoup furent tués par la police.



ponts. Plusieurs générations de policiers se sont succédé dans les commissariats. Mais on ne peut entendre sans repenser aux années de la guerre d'Algérie, la phrase « *Un bicot comme ça, ça ne nage pas* » lâchée en avril 2020 à l'Île Saint-Denis, à propos d'un homme interpellé après qu'il eut sauté dans la Seine, par un policier, devant ses collègues hilares dont l'un a ajouté : « *T'aurais dû lui accrocher un boulet au pied.* »

Les contrôles au faciès sont une réalité. Selon une enquête du Défenseur des droits de janvier 2017, les jeunes « *perçus comme noirs ou arabes ont une probabilité 20 fois plus élevée que les autres d'être contrôlés* ». L'expression « *perçus comme noirs ou arabes* » montre que le

racisme se mélange aux préjugés sociaux : les contrôles visent tous les jeunes de banlieue, dès lors qu'ils sont en groupe ou qu'ils arborent une tenue, une coiffure ou un look trop caractéristique. Un autre rapport du Défenseur des droits a dénoncé « *des ordres et des consignes discriminatoires enjoignant de procéder à des contrôles d'identité de bandes de Noirs et de Nord-Africains et des évictions systématiques de SDF et de Roms* ». Cela signifie qu'à un certain niveau de la hiérarchie, traquer les pauvres et traquer les Noirs et les Arabes a fini par se confondre. Ces dernières semaines la presse a mis en lumière l'existence de groupes Facebook sur lesquels des milliers de policiers déversent

1 Par exemple : Maurice Rajsfus et Jean-Luc Einaudi, *Les Silences de la police. 16 juillet 1942-17 octobre 1961*, L'Esprit frappeur, 2001 ; ou Maurice Rajsfus, *La police hors la loi. Des milliers de bavures sans ordonnances depuis 1968*, Le Cherche midi, 1996.

des insanités racistes, antisémites, homophobes et sexistes. N'en déplaise à Castaner, l'accumulation de témoignages et d'enquêtes montre que le racisme dans la police n'est pas l'apanage de quelques « brebis galeuses ».

DES MERCENAIRES MÉPRISÉS PAR LEURS EMPLOYEURS ET DES RECRUES POUR L'EXTRÊME DROITE

Pour maintenir les pauvres à leur place, pour leur faire accepter l'ordre social qui les opprime, les possédants ont, dès l'apparition des États, fait appel à « une force publique distincte de la masse du peuple » selon les mots d'Engels, autrement dit, une police. Et dès les premiers États, les policiers ont été des mercenaires issus eux-mêmes des classes exploitées et chargés de défendre l'ordre social: « *Le métier de sbire paraissait si dégradant au libre Athénien qu'il préférait se laisser appréhender par un esclave* », souligne Engels dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884)... Comme le disait récemment à la radio l'écrivain haïtien Dany Laferrière, en parlant de la police américaine: « *Le policier blanc défend les intérêts des riches, qui vivent dans de beaux manoirs,*

pas du tout racistes, qui ne rencontrent jamais de Noirs. » Sur le fond, les policiers ne sont pas mieux traités que le personnel des hôpitaux ou tant d'autres travailleurs qui subissent les coupes budgétaires, la course à la productivité, les suppressions d'emplois. Ils protestent régulièrement contre l'état de leurs locaux ou de leur flotte de véhicules, leurs conditions de travail et de rémunération. Même pendant le confinement, quand ils ont été envoyés contrôler les attestations dérogatoires de sortie, en particulier dans les quartiers populaires, « *on a dit aux gars qu'il fallait aller sur le terrain, sans masque, alors que tout le reste de la société se protégeait, sauf eux* » a reconnu un haut fonctionnaire de la police interviewé par le journal *Le Monde* (28 au 29 juin).

Les policiers font un sale boulot mais ils ne sont pas bien traités par ceux dont ils défendent les privilèges. Leur rôle répressif indispensable pour le pouvoir conduit certes les ministres à leur rendre hommage régulièrement et à apporter un soutien quasi inconditionnel à ceux qui commettent des violences. Mais les belles paroles et les médailles à titre posthume ne suffisent pas. Il aura suffi que Castaner, sous la pression des manifestations antiracistes, annonce la fin de la

méthode de l'étranglement lors des interpellations et la suspension immédiate des agents de police soupçonnés « de façon avérée » de racisme, pour qu'il déclenche une fronde dans la police. Son piteux recul, donnant une sorte de permis de tuer aux policiers, n'aura pas suffi à arrêter le mouvement. Les policiers se sentent assez forts et légitimes pour braver l'interdiction de manifester en tenue et avec leurs véhicules de service, pour défiler devant le siège de Radio France, accusée d'être trop critique envers le comportement de la police, ou pour obtenir la censure d'une fresque peinte à Stains (Seine-Saint-Denis) en hommage à Adama Traoré. La faiblesse politique de Macron qui, faute d'une base large, faute d'un soutien populaire, a besoin de la police pour réprimer des mouvements de révolte comme celui des gilets jaunes et tous ceux que la crise et les attaques patronales ne manqueront pas de faire éclater, cette faiblesse renforce les plus réactionnaires des policiers et facilite l'implantation dans leurs rangs de militants et d'organisations ouvertement d'extrême droite.

Des études d'opinion montrent que le vote pour l'extrême droite est nettement supérieur dans la police et la gendarmerie à celui de l'ensemble de la population. Un article de *Libération* (10 juin), reprenant des enquêtes du Cevipof ou de l'Ifop, indique des taux de vote pour le RN ou pour Marine Le Pen à plus de 50% tant aux régionales de 2015 qu'à la présidentielle de 2017, en comptant à la fois les policiers actifs et les retraités. Ces chiffres atteignent 67% si on ne compte que les seuls actifs. Ces policiers ne votent pas forcément pour l'extrême droite par racisme. Ils le font aussi par nationalisme, pour l'idée qu'ils se font de l'ordre, et, comme bien des travailleurs, par dégoût de tous les autres partis qui

PAUL LEMAIRE



La police vient dégager un piquet de grève devant le dépôt RATP d'Ivry-sur-Seine pendant la grève contre la réforme des retraites en décembre 2019.

se sont succédé au pouvoir et qu'ils rendent responsables du délitement de la société. Cette progression de l'extrême droite dans la police est un effet direct de la dégradation de la société sous les effets de la crise économique.

COMBATTRE LE RACISME SUR UN TERRAIN DE CLASSE

Pour éviter d'avoir à rendre des comptes sur le comportement général de la police, pour tenter de discréditer les manifestations de la jeunesse, Macron et ses porte-parole ont accusé les organisateurs des rassemblements d'être « *manipulés par des associations antiracistes non universalistes* »², autrement dit des militants communautaristes cherchant à parler au nom des Arabes ou des Noirs. Dans son allocution du 15 juin, il a dénoncé ceux qui veulent déboulonner les statues des colonisateurs en parlant « *d'un combat récupéré par les séparatistes* ». Il reprenait le vocabulaire déjà utilisé en février à propos des quartiers qui échapperaient « *aux lois de la République* » et seraient contrôlés par les « *islamistes politiques* », ceux qu'il appelle des séparatistes. Macron utilise ce langage pour décrire les quartiers dégradés par la pauvreté, soumis aux bandes de trafiquants ou à l'emprise de fondamentalistes, mais jamais pour décrire les ghettos des riches barricadés derrière leurs enceintes privées. C'est d'autant plus un choix de classe que toute sa politique au service des riches et du patronat aggrave la situation des habitants des quartiers populaires qu'il méprise.

Le choix des mots utilisés par Macron et ses conseillers n'est pas anodin. Cynique et manœuvrier, il met le doigt sur une division réelle au sein du



À la manifestation de samedi 13 juin à Paris.

mouvement antiraciste entre les associations comme SOS racisme, le Mrap ou la Licra, qui affirment combattre le racisme au nom de la morale ou de prétendues valeurs républicaines, et d'autres associations ou personnalités qui dénoncent d'abord l'héritage colonial. Illustration de ces oppositions, le comité Adama, organisateur du rassemblement du 2 juin, n'a pas voulu participer au rassemblement appelé par SOS racisme le 9 juin, jour des obsèques de George Floyd.

Les discriminations auxquelles se heurtent les jeunes issus de l'immigration, même après plusieurs générations, non seulement face à la police mais encore à l'école ou dans les administrations, alimentent l'idée qu'il y aurait un racisme d'État, un racisme systémique. Ces constats ont

conduit des sociologues à forger le terme de « racisés » et de « non-racisés », comprendre, les Noirs et les Arabes opposés aux Blancs. Certains d'entre eux dénoncent « le privilège blanc » qu'auraient de fait tous les Blancs, par naissance, quels que soient leur situation sociale et leur parcours de vie ! Ces idées, largement reprises par les militants politiques ou antiracistes implantés dans les quartiers populaires, parmi ceux qui soutiennent et animent le comité Adama Traoré, ouvrent effectivement la voie au communautarisme. Ce courant d'idées propose aux jeunes des quartiers populaires de se définir comme des membres de telle ou telle communauté, religieuse, ethnique ou culturelle plutôt que comme des membres de la classe des travailleurs, confrontés à l'exploitation, au

² Interview de Sibeth N'Diaye sur France Inter le 15 juin 2020.



En 1983.

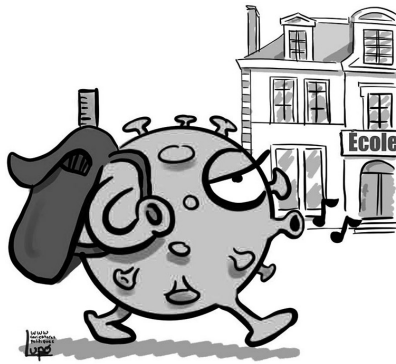
chômage, aux divisions multiples alimentées par le capitalisme. En ce sens, ces idées représentent une impasse pour cette jeunesse.

Mais la responsabilité de cette évolution incombe au Parti socialiste et aux partis de gauche qui ont abandonné et trahi les jeunes de banlieue dans les années 1980. Le Parti socialiste au pouvoir, sous François Mitterrand, a récupéré la révolte de la jeunesse d'alors contre le racisme. Des milliers de jeunes de banlieue, enfants de l'immigration, avaient cru que l'arrivée de la gauche au pouvoir changerait leur vie et mettrait un terme au racisme. La crise aggravait la transformation de nombre de cités de banlieue en ghettos, dégradés par le chômage et la pauvreté. Mais les attentes de ces jeunes, organisateurs en 1983 d'une grande Marche pour

l'égalité et contre le racisme, ont été trahies comme l'ont été celles de tous les travailleurs. En créant SOS racisme, le PS a voulu canaliser leur révolte, la dépolitiser en la cantonnant sur le terrain de la morale. Le PS n'avait qu'un paternalisme grossier à leur offrir, comme le dénote le slogan « Touche pas à mon pote ». À la même époque, la gauche au pouvoir accompagnait les premiers grands plans de licenciements, dans l'automobile ou la sidérurgie, qui frappaient de plein fouet les parents de ces jeunes. Confronté à une grève des OS immigrés chez Talbot-Simca à Poissy, Pierre Mauroy, Premier ministre socialiste, la qualifia de « grève des ayatollahs ». Le PCF ne se distingua guère. Dans ces années 1980-1990, ses positions sur l'immigration n'étaient pas plus claires. En 1991, le programme de son congrès contenait par exemple

cette phrase: « *Il est de l'intérêt commun des travailleurs immigrés comme des travailleurs français, alors que le chômage prend des proportions considérables, d'arrêter toute immigration nouvelle.* » Cette politique ambiguë, paternaliste ou carrément réactionnaire de la part de partis héritiers du mouvement ouvrier, l'absence de partis capables de s'adresser à ces jeunes sur un terrain de classe, en a poussé certains à fonder des mouvements comme le Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB). Elle a ouvert un boulevard à des forces se plaçant sur le terrain du communautarisme ou de la religion. Cette voie est une impasse car on ne peut combattre le racisme dans la police ni les discriminations multiples dans les institutions sans abattre l'organisation sociale qui les entretient. Il faut donner à la jeunesse mobilisée aujourd'hui contre les violences policières les moyens d'accéder à cette conviction et ce programme. Le meilleur avenir que puisse avoir cette jeunesse, qu'elle vive ou pas dans les banlieues, c'est de prendre sa place, aux côtés de tous les travailleurs, qu'ils soient précaires ou moins précaires, en activité ou au chômage, français ou immigrés, enfants ou petits-enfants d'immigrés, avec ou sans papiers, dans le combat contre la dictature des capitalistes sur toute l'économie.

30 juin 2020



École: ce que l'épidémie a révélé et aggravé

Le 14 mai, le président Macron, tirant le bilan de l'action du gouvernement durant l'épidémie, déclarait que le gouvernement avait «*mené un travail sans relâche pour l'éducation, l'économie, la lutte contre les inégalités*». Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, est intervenu sans surprise dans le même sens, dès le début du confinement, pour afficher une prétendue volonté de lutter contre le décrochage des jeunes du fait de la fermeture des établissements scolaires. Il a répété dans tous les médias que ceux-ci seraient sa priorité. «*L'égalité des chances, c'est ma priorité, chacune des réformes que nous menons a comme ambition l'élévation générale du niveau des élèves et la justice sociale. [Il faut nous attaquer] toujours à la racine des inégalités*»¹, avait-il déjà affirmé il y a plus d'un an. Mais ce que la situation créée par l'épidémie de Covid-19 a révélé et aggravé est à l'exact opposé de ces affirmations.

L'ÉCOLE AU TEMPS DU CORONAVIRUS : ENCORE PLUS D'INÉGALITÉS

La situation créée par le confinement a effectivement fait perdre pied à de très nombreux jeunes, souvent ceux le plus en difficulté sur le plan scolaire et sur le plan social. Ces «*décrocheurs*» représenteraient 20 % des effectifs des lycées professionnels. Or quatre lycéens sur dix sont scolarisés dans cette filière professionnelle, pour suivre des études courtes censées leur apprendre un métier. Et, pour une grande part, ce sont des enfants d'ouvriers.

Un grand nombre de jeunes de milieux populaires se sont retrouvés confrontés à de multiples difficultés: absence d'Internet, absence d'ordinateur interdisant tout enseignement à distance, logements trop petits,

surpeuplés, rendant le travail à la maison quasi impossible, sans parler de la situation de celles et ceux qui vivent avec leurs parents dans leur voiture ou même dans la rue. Selon l'Insee, 30 000 enfants vivent avec un parent qui n'a pas de do-

micile et utilisent les services d'hébergement d'urgence². En France, plus de cinq millions de personnes, soit 8,2 % de la population, vivent dans un logement surpeuplé³. Du fait de la fermeture des établissements scolaires, l'impossibilité



Des agents municipaux désinfectent une école à Nîmes, le 27 avril dernier.

1 Interview au journal *Ouest-France*, 18 janvier 2019.

2 «*L'hébergement des sans-domicile en 2012*», Insee première n° 1455, juillet 2013.

3 Étude Insee parue le mardi 21 avril 2020.

de bénéficier du repas à la cantine, qui constitue de plus en plus le seul repas complet pour nombre de jeunes, a posé un problème financier important aux familles. Cela a contraint celles-ci à recourir aux repas distribués par diverses associations. Jean-Paul Delahaye, inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale, auteur d'un rapport sur l'école et la grande pauvreté, déclarait dans une interview au journal *Le Monde* (23 mai 2020) : « *Il est impossible à certaines familles de nourrir leurs enfants trois fois par jour. Mais la crise sanitaire n'est qu'un révélateur. Écoutez les chefs d'établissement, en ZEP [zone d'éducation prioritaire] notamment : ils connaissent tous des élèves qui quittent les cours à midi... et attendent une heure devant l'établissement. Une pause sans déjeuner. Malgré les aides et les bourses, beaucoup passent encore entre les mailles du filet de la solidarité.* » Ce n'est pas seulement dans le Bronx, à New York, que cela se produit.

La façon dont le gouvernement a envisagé le déconfinement à l'école, et ses difficultés, a fait ressortir toutes les carences de l'organisation scolaire et l'absence de volonté du gouvernement d'y remédier. Il n'a pas agi en ayant réfléchi à un plan ni envisagé des financements exceptionnels. Il s'est aligné sur des « impératifs économiques », autrement

dit sur ce que le patronat lui demandait. Au fil des injonctions parfois contradictoires du gouvernement, les directeurs d'école ou proviseurs de lycée, les maires des petites communes, les enseignants, les employés du nettoyage et de la cantine, en fait toutes celles et ceux qui permettent le fonctionnement des établissements scolaires, ont dû se mobiliser, s'organiser avec les moyens du bord, trouver des solutions sur le terrain. Le manque de personnel a été pour une bonne part responsable du fait que l'école n'a pas pu accueillir dans de bonnes conditions l'ensemble des jeunes scolarisés : manque d'enseignants pour faire de petits groupes, manque d'Atsem (agent territorial spécialisé des écoles maternelles) pour aider les institutrices et instituteurs au lavage des mains, au passage aux toilettes, au respect des gestes barrières avec des enfants très jeunes, manque de personnel pour nettoyer, manque d'infirmières. Et il faut ajouter à ce tableau la vétusté et l'exiguïté des locaux. De nombreux reportages ont fait état de toilettes en nombre insuffisant dans les écoles, de l'absence de savon, de points d'eau. La plupart des établissements sont surpeuplés du fait d'un plan de constructions insuffisant : dans bien des lycées prévus pour 500 élèves, c'est le double qui y sont scolarisés.

Tous ces problèmes rencontrés en mai-juin pourraient se reposer de manière plus aigüe encore à la rentrée de septembre prochain si la circulation du virus persiste. Et certains feront cette rentrée 2020 après six mois sans école, autant dire que la situation sera catastrophique pour ceux qui n'auront pas pu être aidés par leurs parents. Elle le sera d'autant plus que les problèmes se sont accumulés depuis des années, conséquences de la politique d'économies menée par les gouvernements successifs.

UN BILAN DÉSASTREUX FAUTE D'INVESTISSEMENT PUBLIC

En effet même en situation normale, hors épidémie, l'appauvrissement de toute une partie de la population met les enfants dans des conditions difficiles, voire impossibles, pour suivre un enseignement conçu à l'économie. Les organismes chargés de l'éducation et le ministère rédigent chaque année des rapports remplis de statistiques qui tous montrent l'étendue du désastre. Et c'est peu dire. 9% de la population âgée de 18 à 25 ans qui a été scolarisée en France est en situation d'illettrisme, selon les chiffres de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme. Plus la région est pauvre, plus le pourcentage de personnes en situation d'illettrisme est élevé. Il est de 11% dans les Hauts-de-France et de 33% à Mayotte.

Dans cette société de classes, l'inégalité scolaire est d'abord la conséquence de l'inégalité sociale et économique, de l'inégalité face au logement, ou face à l'accès à de nombreux biens, y compris culturels, par exemple. Le taux de pauvreté des moins de 18 ans dépasse les 50%⁴ dans les 1 400 quartiers les plus pauvres du pays. Si ces en-



Macron en visite dans une école de Poissy, dans les Yvelines, le 5 mai 2020.

4 Données de l'Insee datant de 2012.



L'instruction morale et républicaine dans une école de village de la Somme en 1905.

fants sont dans cette situation de pauvreté, c'est parce que leurs parents sont victimes des bas salaires, du chômage, des temps partiels imposés, plus généralement d'une organisation sociale basée sur l'exploitation qui appauvrit la classe sociale qui produit toutes les richesses.

Selon l'enquête Pisa (Programme international de suivi des acquis des élèves) publiée en décembre 2019, l'écart de résultats entre les élèves des milieux les plus favorisés et ceux des milieux les plus défavorisés, pour reprendre les expressions utilisées par les enquêteurs, était de 107 points en 2018 en France, contre 89 en moyenne dans les pays de l'OCDE. Ainsi, 20% des élèves de milieux favorisés sont parmi ceux qui ont les meilleurs résultats en compréhension de l'écrit, contre seulement 2% des élèves de milieux dits défavorisés. Les résultats des élèves en mathématiques et en sciences sont aussi fortement liés à l'origine sociale. La France fait partie des pays les plus inégalitaires, avec le Luxembourg, Israël et la Hongrie.

Mais rien n'est réellement mis en œuvre là-contre, car il faudrait pour cela au moins em-

baucher massivement, et ce dès la maternelle. Or la bourgeoisie ne voit aucun intérêt à ce que son État investisse dans l'éducation des classes populaires.

L'ÉCOLE DE JULES FERRY : ÉDUCER LES FUTURS EXPLOITÉS

Il n'en a cependant pas toujours été ainsi. Au 19^e siècle, la bourgeoisie mit en œuvre une politique ambitieuse pour développer l'instruction de la jeunesse issue des classes populaires. Celle issue de familles riches avait depuis longtemps accès à un enseignement de qualité, primaire et secondaire. Les classes dominantes s'étaient toujours préoccupées d'éduquer leurs élites. Pourquoi un tel élan pour l'instruction des filles et fils de paysans ou d'ouvriers ? Ce fut d'abord le développement économique qui imposa de former une main-d'œuvre plus qualifiée. Mais la bourgeoisie républicaine mena aussi une lutte politique acharnée contre l'influence de l'Église, dont le théâtre fut l'école. Le mouvement ouvrier était encore sous le coup de l'écrasement de la Commune de Paris, la fraction

républicaine laïque de la bourgeoisie pouvait se lancer dans une offensive anticléricale sans crainte d'être débordée.

Si, dans la première moitié du 19^e siècle, il existait déjà des écoles un peu partout dans le pays, elles restaient en grande partie sous le contrôle de l'Église et l'instruction religieuse absorbait une bonne partie du temps scolaire. Il fallut attendre 1833 pour que l'État se lance dans des investissements publics. Le ministère de l'Instruction publique, alors dirigé par Guizot, enjoignit à chaque commune d'entretenir une école, et à chaque département de créer une école normale de garçons pour former des enseignants. Cependant, en 1866, 45,6% des hommes et 55% des femmes ne savaient encore ni lire ni écrire. Ce furent les lois Jules Ferry votées en 1881 et 1882, rendant l'école gratuite, obligatoire jusqu'à 13 ans et laïque, qui permirent un développement à grande échelle de la scolarisation des enfants des classes populaires. La bourgeoisie y mit les moyens. De 1880 à 1914, le budget de l'Instruction publique fut multiplié par six. Des milliers d'écoles furent construites, l'architecture pensée en fonction des

préoccupations hygiénistes de l'époque, et aussi des préoccupations politiques. Le bâtiment abritant l'école devait concurrencer dans les communes celui de l'église ou du château.

Cette instruction élargie à l'ensemble de la jeunesse devait cependant façonner les esprits des futurs travailleurs, tâche dont se chargeait auparavant l'Église. « Si vous voulez une saine domination des classes supérieures, il ne faut pas fusiller le peuple, il faut l'instruire », déclarait l'inspecteur de l'Instruction publique Félix Pécaut. Une fois l'Église chassée des écoles, dieu fut remplacé par la nation. Il fallut inculquer le respect de l'ordre établi. Dans le manuel de morale et d'instruction civique d'Antoine Burdeau, qui énumérait les devoirs que les enfants devaient remplir envers leurs parents et la société, on trouvait ainsi ce précepte : « L'ouvrier doit obéissance au patron dans le travail. »⁵ L'État organisa l'école primaire dans l'intérêt de la bourgeoisie, même si une fraction de celle-ci resta réticente à instruire les classes qu'elle considérait comme dangereuses.

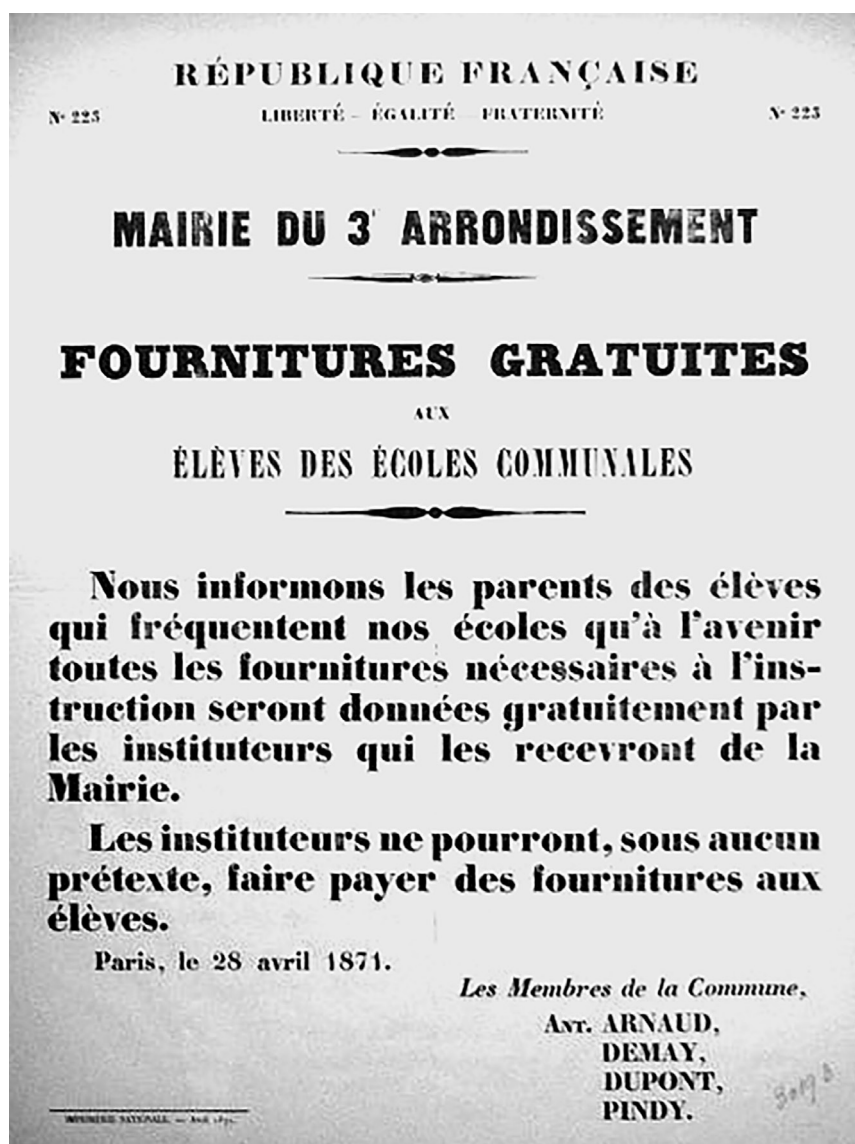
LE MOUVEMENT OUVRIER ET L'ÉCOLE

Les lois Jules Ferry, ce grand bourgeois, ennemi de la Commune de Paris en 1871, suscitèrent la méfiance du mouvement ouvrier de l'époque. Émile Massard écrivait ainsi dans le journal du parti ouvrier de Jules Guesde, *L'Égalité*, le 26 mars 1882, au lendemain de leur vote au Sénat : « Nous redoutons autant les générations abruties par la pédagogie bourgeoise que celles polluées par l'instruction congréganiste. Au point de vue économique, l'instruction n'a en ce moment d'autre effet que de mettre entre

les mains des industriels des ouvriers plus instruits, et par conséquent plus utiles. Le perfectionnement de l'outillage matériel exige le perfectionnement de l'outillage humain. Le machinisme appelle l'instruction. Aussi rien d'étonnant à voir les nombreuses créations d'enseignement professionnel poindre de toute part. Plus l'ouvrier sera habile, plus le patron profitera. »

Les militants ouvriers savaient à quoi s'en tenir sur l'éducation dispensée par la bourgeoisie, sur le fait qu'elle consistait à éduquer les jeunes à devenir de dociles exploités et que les conséquences sur les

salaires et l'emploi ne seraient pas au bénéfice des ouvriers. Ils étaient aussi convaincus que l'instruction était une aide pour s'organiser et se défendre contre l'exploitation capitaliste. Mais ils ne s'en remettaient pas à l'État bourgeois, convaincus que pour cela aussi les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes. Les militants ouvriers révolutionnaires qui animèrent les Bourses du travail, dont Fernand Pelloutier, qui devint le secrétaire général de la fédération de ces Bourses en 1895, avaient cette préoccupation. Ils créèrent des bibliothèques ou organisèrent des cours du soir, cours profession-



Affiche de la Commune de Paris en 1871.

⁵ *Notions de morale et d'éducation civique à l'usage de l'enseignement primaire et des classes élémentaires des collèges et lycées – Devoir et patrie*, Antoine Burdeau, programme du 27 juillet 1882.

nels, cours de langues vivantes, des conférences éducatives. Ce furent de telles initiatives de militants ouvriers qui, durant longtemps, permirent à des générations d'enfants de la classe ouvrière de s'ouvrir à la culture.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire était conscient que le droit à l'éducation pour tous ne pourrait réellement se réaliser que dans une société dirigée par les travailleurs. Varlin, militant de la 1^{re} Internationale, luttait pour une éducation prise en charge par la société, mais une « *société vraiment démocratique, dans laquelle la direction de l'enseignement serait la volonté de tous* ». Lorsque les travailleurs se retrouvèrent au pouvoir en 1871 à Paris, ou en 1917 en Russie, ils surent mettre en pratique leurs idées, et ce malgré les difficultés liées à la période.

Dix ans avant les lois Ferry, le 2 avril 1871, la Commune de Paris, cette première expérience de pouvoir ouvrier, avait proclamé l'école gratuite, laïque et obligatoire pour les filles comme pour les garçons. La commission de l'enseignement lança le 9 avril un appel pour pourvoir les postes laissés vacants par les religieux. Les fournitures scolaires furent décrétées gratuites dans le 3^e arrondissement. Dans le 20^e, la mairie se chargea de nourrir et d'habiller les élèves. Dans le 8^e, la directrice annonça que les cours seraient publics, « *pour permettre aux parents d'y assister à leur gré* ». Malgré la présence de l'armée prussienne qui assiégeait Paris, la menace de l'intervention de l'armée du gouvernement bourgeois conduit par Thiers, la famine et le peu de temps dont disposèrent les communards, ils montrèrent ce dont un pouvoir ouvrier est capable.

Quarante-six ans plus tard,



Affiche soviétique de 1923 : « *Femme ! Apprends à lire et à écrire !* », « *Oh, ma petite maman, tu pourrais m'aider si tu savais lire et écrire !* »

le 25 octobre 1917, les ouvriers prenaient le pouvoir en Russie. L'école y devint obligatoire, gratuite et mixte en avril 1918, en pleine guerre civile. La mobilisation collective permit de faire face aux très nombreuses difficultés matérielles que posait la généralisation de l'éducation. Granges, usines, fermes ou même tentes de nomades furent utilisées pour l'enseignement. Des bateaux et trains dits de propagande permirent de diffuser l'instruction dans des milliers de localités. En décembre 1919, une loi promulguée par le tout nouveau pouvoir ouvrier menaçait de poursuites pénales « *quiconque [...] empêcherait des analphabètes d'assister aux cours or-*

ganisés ». ⁶ Malgré les années de guerre civile, malgré la famine, malgré l'ignorance dans laquelle l'Empire tsariste avait laissé des millions de femmes, d'hommes et d'enfants, l'élan révolutionnaire permit à l'analphabétisme de reculer. Le taux d'alphabétisation, de moins de 25% en 1917, dépassait les 50% dix ans plus tard.

UN MOULE TOUJOURS PLUS CONSERVATEUR

Ces pas de géant accomplis par les travailleuses et travailleurs au pouvoir font mesurer combien la société capitaliste maintient l'école dans un cadre des plus étriqués. Depuis

6 Nicolas Fernet, *La révolution dans la culture et le mode de vie. Russie soviétique (1917-1927)*, Les Bons Caractères, 2016.

Jules Ferry, bien des choses ont changé. Mais l'objectif est toujours d'inculquer aux classes populaires le respect de l'ordre, de faire des exploités des « citoyens » convaincus que leur place dans la société est due au mérite, et non à leur situation sociale. Et ce moule dans lequel on maintient la jeunesse est toujours plus conservateur.

L'ouverture à la culture de la plus grande masse de la jeunesse, de sa partie ouvrière en particulier, qui avait déjà peu de place dans les filières professionnelles, se réduit comme peau de chagrin. C'est une conséquence de la réduction des moyens. Mais le recul des idées qui marque toute la société pèse également. L'école n'est pas un îlot sous cloche. Elle subit la dégradation matérielle et morale qui tire en arrière l'ensemble de la société. Sur le plan des idées, le recul est sensible. Les nouveaux programmes d'histoire applicables au lycée dès la rentrée prochaine en sont une illustration. En lycée professionnel, ils sont de toute façon réduits au minimum, tout comme toutes les heures d'enseignement consacrées aux matières de culture générale. Dans l'un des thèmes des nouveaux programmes d'histoire de la réforme Blanquer, qui porte sur les « guerres européennes,

guerres mondiales, guerres totales», il n'est plus question de comprendre les causes de ces guerres. On s'interroge désormais sur « *les moyens mis en œuvre pour détruire l'ennemi dans une guerre totale* »⁷. Le programme d'histoire destiné aux classes de terminale générale suit la même pente. La partie intitulée « Une nouvelle donne géopolitique, bipolarisation et émergence du tiers-monde » ne laisse que peu de place aux mouvements de décolonisation. Mais, surtout, la guerre d'Algérie y est juste mentionnée en fin de phrase.⁸ On retrouve toutefois cette période traitée plus loin, mais dans des pages destinées à l'analyse de documents, sous l'angle des « revendications mémorielles » qui entrent « souvent en confrontation ». La responsabilité de l'impérialisme français est ainsi diluée, puisque chaque « partie », FLN, OAS, harkis, pieds-noirs, gouvernement français, est renvoyée dos à dos à égalité.⁹ On pourrait ainsi multiplier les exemples.

L'école, telle qu'elle est, avec tout ce qu'elle véhicule comme préjugés, malgré son conformisme, permet malgré tout aux jeunes des classes populaires d'avoir une certaine ouverture sur le monde, en plus d'être un lieu de sociabilité, et parfois le seul endroit où ils

peuvent trouver de l'aide. Mais, tant que la société sera dirigée par la classe capitaliste, l'école ne pourra pas offrir à tous les mêmes possibilités de développement intellectuel et humain. Les lycéens, les enseignants, les parents qui se mobilisent contre toutes les réformes qui entraînent une dégradation encore plus grande de l'enseignement, ont bien évidemment raison de le faire. Mais la profondeur de la crise actuelle menace de faire reculer l'éducation, comme toute la société, encore bien plus loin en arrière. Les capitalistes ne voient aucun intérêt à investir dans l'éducation. Former une élite destinée à diriger leur État ou leurs multinationales leur est nécessaire. Mais former des producteurs, dans cette période où ils se désintéressent précisément de la production, ils y voient peu d'intérêt. Et ils n'hésiteront pas à exiger toujours davantage de l'État pour qu'il puise dans ce budget, comme dans ceux de tous les services publics. La crise de l'éducation est liée à la crise économique, au pourrissement d'une organisation sociale injuste, inégalitaire, qu'il faut renverser. Il est à souhaiter que la jeunesse, en particulier la jeunesse ouvrière, en prenne conscience.

24 juin 2020

7 Manuel d'histoire-géographie 2020 – Classes de 1^{re} baccalauréat professionnel, Belin, p. 42.

8 Manuel collaboratif d'histoire, édition lelivrescolaire.fr, Histoire p. 180.

9 Manuel collaboratif d'histoire, édition lelivrescolaire.fr p. 208-209.



L'armée française enlisée au Mali

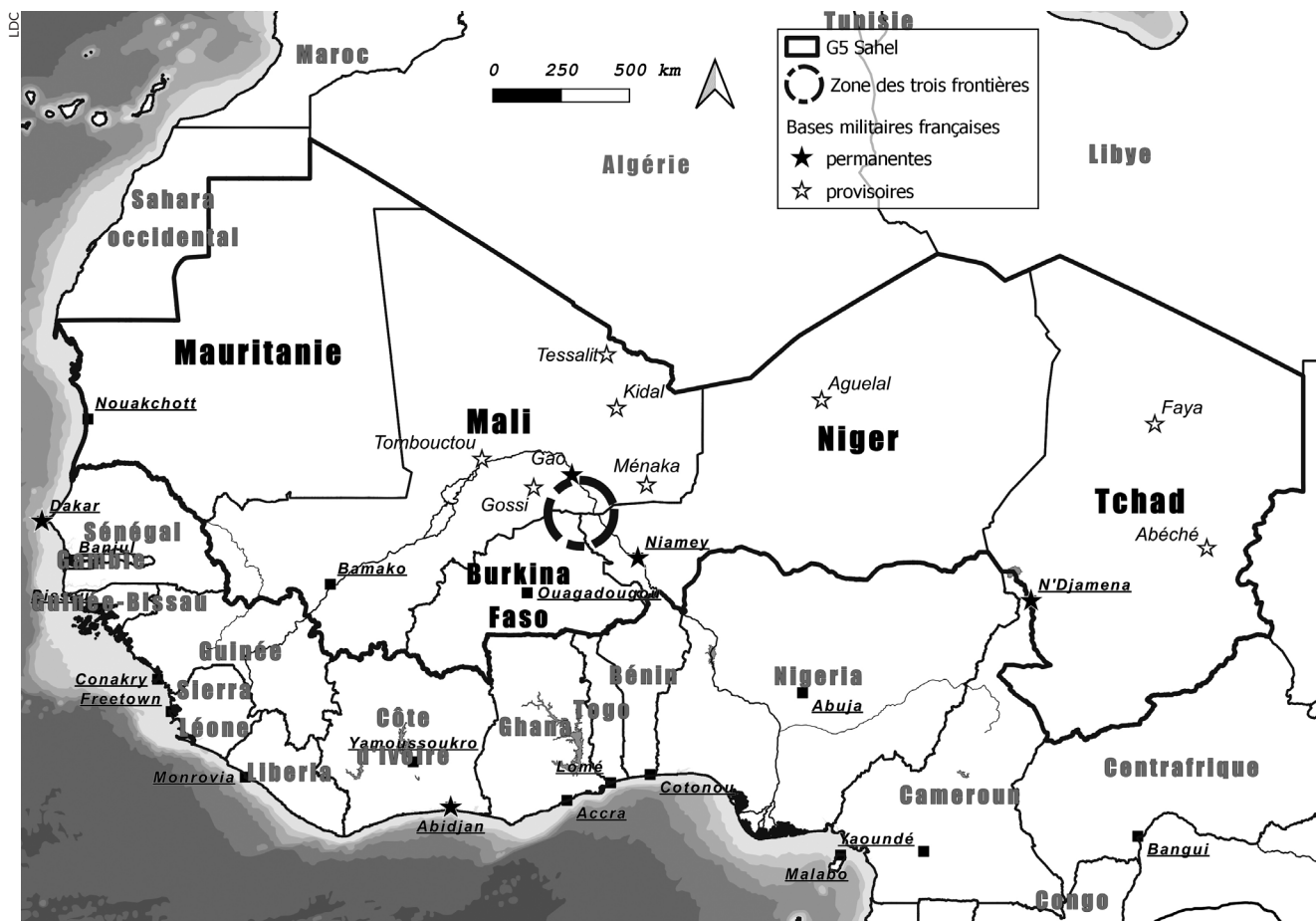
Sept ans après le début de son intervention au Mali, l'armée française se retrouve aujourd'hui piégée dans une guerre sans issue. Non seulement elle s'avère chaque jour incapable d'éradiquer les groupes armés djihadistes sur le terrain, mais ceux-ci ont même étendu leurs zones d'opérations à tout le Mali et aux pays voisins.

UNE RÉGION COMPLÈTEMENT DÉSTABILISÉE

Le temps est loin aujourd'hui où Jean-Yves Le Drian, alors

ministre de la Défense de François Hollande, pouvait déclarer : « *Les opérations militaires majeures de l'armée française au Mali sont terminées. Nous sommes maintenant dans l'après-guerre.* » C'était en

mai 2013, quelques mois après l'arrivée des hommes de l'opération Serval au Mali. Ils avaient chassé les groupes djihadistes des grandes villes du nord du pays et délogé leurs combattants du dernier massif monta-



L'opération Barkhane : l'intervention militaire française sur cinq pays du Sahel.

gneux où ils s'étaient réfugiés. À cette époque, la population de Tombouctou accueillait en libérateur François Hollande, après des mois d'occupation djihadiste qui avaient transformé la ville en un véritable enfer moyenâgeux. Ceux qui applaudissaient le président français pouvaient encore croire que l'armée française était là pour les protéger.

Ce n'était pourtant qu'un début. Les groupes djihadistes, nullement éradiqués, s'étaient simplement dispersés. La guerre se transforma en une guérilla dont la population fut d'emblée la première victime. En 2015, un groupe proche d'AQMI commit le premier attentat dans la capitale, Bamako. La guerre ne se cantonnait désormais plus au nord du pays. La rentrée scolaire de 2016 ne put avoir lieu ni dans le nord ni dans le centre. En brousse, les groupes armés menaçaient les enseignants et ne reculaient pas devant l'assassinat. Dès la fin de cette année, la zone frontalière entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, dite zone des trois frontières, fut à son tour la cible des djihadistes. Attaquant les villages sur leurs motos, ils prétendaient interdire la scolarisation des filles, imposer la loi islamique et ramener toute la population des siècles en arrière. De là, leur rayon d'action s'étendit rapidement aux pays voisins, et en premier lieu au Burkina Faso, où des centaines de milliers d'habitants ont dû depuis quitter leurs villages pour fuir la violence et se réfugier là où ils le pouvaient.

Ni les 4500 soldats français alors déployés au Sahel, ni les 12 000 soldats de la Minusma envoyés par l'ONU, ni les troupes du G5 Sahel composées de contingents des cinq pays africains les plus menacés n'ont pu protéger la population. Quant à l'armée malienne, elle s'est davantage illustrée par ses exactions que par sa capacité à

combattre les djihadistes. Dans le nord, elle avait l'habitude de se venger sur les populations arabes et touareg de la défaite qu'elle avait subie. Mais elle n'a pas fait mieux dans le centre, et maintenant dans la zone des trois frontières. Les habitants ont maintes fois raconté comment les corps retrouvés dans des charniers étaient ceux de villageois emmenés quelques jours auparavant par les militaires. Lorsque des villageois rencontrent des militaires maliens, s'ils n'arrivent pas à s'en détourner, ils sont bons le plus souvent pour se faire agresser ou racketter. Dans les opérations contre les groupes armés, le nombre de morts civils que l'armée malienne laisse derrière elle est parfois plus important que celui de djihadistes. Et au Burkina, l'armée régulière ne fait pas mieux, massacrant des centaines de civils, notamment parmi la population d'origine peule.

Avec l'expansion du champ d'action des djihadistes, et donc des exactions de l'armée malienne, une autre calamité s'est abattue sur la population : les massacres interethniques. Partout où elle l'a pu, l'armée malienne a exacerbé les traditionnels conflits entre agriculteurs bambaras et do-

gons et éleveurs peuls pour le contrôle de la terre, si bien que des milices dites d'autodéfense se sont constituées des deux côtés. L'armée malienne a utilisé comme éclaireurs, informateurs et supplétifs les chasseurs dogons. Ceux-ci en ont profité pour régler leurs comptes, forts qu'ils étaient de l'impunité que leur procurait ce rôle. Les villages peuls ont alors monté leurs propres milices et un engrenage d'enlèvements, d'assassinats, d'attaques aux points d'eau et sur les villages s'est ainsi enclenché. Il a abouti au bain de sang perpétré dans le village peul d'Ogossagou, dans le centre du Mali, où 160 personnes ont été tuées en mars 2019. Ce cycle d'affrontements interethniques s'est depuis étendu au Burkina voisin.

Prise en étau entre djihadistes, armée malienne et milices d'autodéfense, la population des villages en brousse vit un enfer, qui a poussé des centaines de milliers de personnes à la fuite. Rien d'étonnant donc à ce qu'elle ne compte plus sur l'armée française et ses supplétifs pour la protéger. Mais, dès le début, tel n'était pas le but des troupes françaises, et leur échec actuel à assurer la sécurité de la population n'est que le reflet de ses véritables objectifs.



Dans le camp de Pissila, près de Ouagadougou, des familles déplacées de la région du Sahel en raison des combats (novembre 2019).

LES BUTS DE GUERRE DE LA FRANCE

L'armée française est intervenue au Mali pour remettre sur pied un régime à la botte de Paris, de la même manière qu'elle avait donné le coup de pouce final à Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire pour l'emporter face à son rival Laurent Gbagbo en 2011, ou encore comme elle allait le faire quelques mois plus tard en République centrafricaine. Serval n'était que la dernière d'une suite d'interventions militaires françaises dans les anciennes colonies africaines. C'est pour pouvoir effectuer rapidement de telles interventions que la France conserve des bases en Afrique. Il n'y en avait pas au Mali à l'époque, du moins pas officiellement, car les hommes des forces spéciales sont prépositionnés un peu partout ; mais les hommes de Serval sont arrivés en quelques heures de Côte d'Ivoire ou du Tchad, dès que le feu vert a été donné de l'Élysée. Jamais un gouvernement français n'a abandonné les dirigeants d'un pays africain appartenant à ce qu'on a l'habitude d'appeler le pré carré de la France, c'est-à-dire les anciennes colonies qu'elle a gardées sous sa dépendance économique et politique.

Cette politique d'intervention armée vient de loin. Lorsqu'au début des années 1960 de Gaulle fut contraint d'accorder leur indépendance aux colonies d'Afrique, après la défaite essuyée en Indochine et le commencement des négociations avec le FLN en Algérie, il prit soin de préparer ces indépendances de manière à ce que les nouveaux États restent soumis à la France. Il choisit des chefs d'État à sa botte pour les diriger, les imposant au besoin par la force comme au Cameroun. Il truffa les appareils d'État naissants de conseillers français et fit en sorte que les nouvelles



Sommet de Pau, 13 janvier 2020 : Macron entouré des cinq chefs d'État africains qu'il a convoqués : Ghazouani (Mauritanie), Keïta (Mali), Déby (Tchad), Issoufou (Niger), Kaboré (Burkina Faso).

armées soient constituées sous la houlette de militaires français et dans la continuité des anciennes troupes coloniales.

Il manœuvra aussi pour que soient morcelés les grands ensembles qu'étaient l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française, transformant ce qui était jusque-là de simples divisions administratives en frontières de nouveaux États. Des États peu viables économiquement virent le jour, ce qui les mettait sous la dépendance de l'ancienne puissance coloniale. Cela se fit avec la complicité des dirigeants africains, contents d'obtenir un fief. Ainsi l'union qui exista entre le Mali et le Sénégal en 1959-1960 fut rompue au bout de quelques mois. Dans ce dépeçage, les pays enclavés n'ayant pas d'accès à la mer, Mali, Burkina, furent les grands perdants, car l'Afrique conserve encore aujourd'hui la structure économique de l'époque coloniale. Les zones un peu moins pauvres sont les ports vers lesquels s'acheminaient toutes les richesses au temps des colonies.

Depuis, des choses ont certes changé. Les États africains ont pu générer leur propre personnel politique, souvent issu des institutions internationales,

des notables profilés Banque mondiale, mais le cadre est fondamentalement resté le même. La photo de famille de cinq chefs d'État du Sahel convoqués au sommet de Pau par Macron le 13 janvier 2020, et sommés de dire qu'ils avaient demandé l'intervention militaire de la France, en est la parfaite illustration.

Les chefs d'État français qui se sont succédé depuis de Gaulle ont su gérer l'héritage mis en place dans les années 1960 et aider leurs vassaux africains à surmonter toutes sortes de crises, choisissant parfois entre plusieurs d'entre eux. L'opération actuelle contre les groupes djihadistes n'est que le dernier avatar d'une série d'interventions militaires de la France, qui lui ont permis de conserver la mainmise sur cette zone, en aidant les chefs d'État à sa botte à passer le cap ici d'une révolte populaire, là d'un coup d'État militaire, ou de la menace de bandes armées.

Les sociétés françaises n'ont certes plus le monopole des échanges avec les anciennes colonies, et des pays comme la Chine y ont pris une part croissante. Mais, pour une poignée de grands groupes industriels français, leur implantation en

Afrique reste vitale. C'est le cas pour Bolloré, qui accapare ports et chemins de fer, pour Bouygues dans les infrastructures routières et pétrolières, pour Total dans le pétrole, ou pour Areva, dont l'uranium vient des mines du Niger. Dans ce dernier pays c'est d'ailleurs un ancien responsable d'Areva, Mahamadou Issoufou, qui est à la tête de l'État. On n'est jamais si bien servi que par soi-même.

Là où la compétitivité de leurs marchandises ne peut suffire à emporter un marché, les liens tissés de longue date dans les sommets de l'État peuvent y suppléer. Et derrière ces liens personnels plane toujours la présence de l'armée française, car les dirigeants africains savent bien que ce n'est pas l'armée chinoise qui viendra les sauver d'une révolte populaire ou d'un putsch de leur propre armée.

L'unique but de l'intervention militaire française au Mali, après bien d'autres, est de préserver la chasse gardée de l'impérialisme français, non seulement au Mali mais dans toutes ses anciennes colonies. Le calvaire vécu par les populations de Gao et Tombouctou en 2012, ou par les habitants des zones contrôlées par les djihadistes aujourd'hui, n'a rien à voir là-dedans.

LE FRANC CFA

Un des aspects de la dépendance des anciennes colonies est le fait que, soixante ans après l'indépendance, celles-ci n'aient pas le droit de disposer de leur propre monnaie. En Afrique de l'Ouest, les huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine utilisent le franc CFA. Il en est de même en Afrique centrale pour les six États de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, leur franc CFA étant différent du précédent. Sur ces

14 pays, seules la Guinée-Bissau et la Guinée équatoriale ne sont pas d'anciennes colonies françaises.

Pour garantir la convertibilité avec l'euro, chaque État doit déposer 50% de ses réserves de change auprès du Trésor français. Des représentants de l'État français siègent également dans les organes de contrôle des banques centrales des deux zones.

Avec ce système liant la monnaie ayant cours dans ces anciennes colonies à celle utilisée en France, l'État français a assuré depuis les indépendances un avantage non négligeable à ses capitalistes. Un Bolloré peut ainsi faire circuler ses propres capitaux dans la zone CFA, ou rapatrier ses bénéfices, sans avoir à payer de frais de change. Même si l'existence de la zone CFA ne représente plus pour les grands groupes français la même importance qu'à l'indépendance, une grande partie des opérations se traitant désormais en dollars, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'une forme de mise sous tutelle de l'économie des anciennes colonies.

Pour perpétuer l'existence du franc CFA, arrimé au franc français puis à l'euro, les gouvernements français ont toujours prétendu que la parité fixe existant entre ces monnaies garantissait la zone franc contre l'inflation galopante qui ravage certains pays voisins. C'est oublier un peu vite qu'en 1994, sous la pression conjointe du FMI et du gouvernement français de l'époque, les dirigeants africains ont dévalué de 50% le franc CFA, doublant du jour au lendemain le prix des produits importés, riz, sucre, essence, et augmentant considérablement celui des denrées produites sur place dans les mois qui suivirent. Ce fut un désastre pour la population.

Cette mainmise monétaire est contestée depuis plusieurs

années par toute une partie de la classe dirigeante et des intellectuels africains. Soixante ans après, l'indépendance monétaire des anciennes colonies françaises serait en effet la moindre des choses, même s'il est parfaitement utopique de penser que celle-ci soit plus protectrice pour les classes populaires. Deux ans après la dévaluation du franc CFA, le Nigeria a dévalué sa monnaie, le naira, avec les mêmes conséquences pour la population. Le fait que l'on compte parmi les plus chauds défenseurs de la sortie du franc CFA le président tchadien Idriss Déby, qui n'est certainement pas un anti-impérialiste, montre bien les limites de ce que les travailleurs auraient à attendre de ce changement.

Cette zone CFA vit peut-être ses dernières années. Emmanuel Macron et le président de la Côte d'Ivoire Alassane Ouattara ont annoncé le 21 décembre 2019 la fin du franc CFA et la naissance prochaine d'une nouvelle monnaie, l'ECO, pour ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest. Les représentants français seraient en conséquence retirés des institutions monétaires africaines, et l'obligation de déposer des réserves de change au Trésor français supprimée. Rien n'est cependant acquis, tant il reste de problèmes à régler entre le gouvernement français et ceux des anciennes colonies, mais aussi entre pays africains.

DES RÉGIMES FAILLIS, NÉCESSAIRES À L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

On entend souvent des commentateurs, voire des hommes politiques, affirmer aujourd'hui à propos de la guerre au Sahel que « la solution n'est pas seulement militaire » et qu'il faudrait « reconstruire des États faillis ». C'est oublier un peu vite qu'en 2013 c'est le gouver-

nement français qui a piloté la mise en place d'un nouveau régime au Mali et fait en sorte qu'il soit l'exacte réplique de celui qui n'avait pas survécu à l'offensive djihadiste.

En mars 2012, un groupe d'officiers avait en effet renversé le président Amadou Toumani Touré. Ils l'accusaient d'avoir depuis des années détourné les fonds destinés au ministère de la Défense et d'être à ce titre responsable de la déroute de l'armée malienne dans le nord du pays. Un an plus tard, le gouvernement français lançait parallèlement à son intervention militaire un processus de « transition », avec l'aide de ses alliés africains. Celui-ci aboutit à écarter ces officiers incontrôlables et en septembre 2013 Ibrahim Boubacar Keïta fut élu président. C'était un vieux routier de la politique malienne, qui avait été Premier ministre et vice-président de l'Internationale socialiste.

Les choses rentraient ainsi dans l'ordre pour Paris. Ibrahim Boubacar Keïta jura de mener une lutte implacable contre la corruption, après quoi il s'offrit sur le dos de la population malienne un luxueux avion présidentiel. Dans la foulée, il nomma son fils Karim président de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, un poste stratégique pour avoir la haute main sur les contrats d'armement couverts par le secret défense. On comprend qu'Ibrahim Boubacar Keïta n'ait pas tardé à être surnommé « Ma famille d'abord ».

Cette corruption au sommet de l'État se répercute à tous les niveaux. Le Mali détient un record pour le nombre de généraux par rapport à la taille de son armée, et certains sont devenus immensément riches. Il faut payer des pots-de-vin pour obtenir le moindre papier administratif, et graisser la patte des « corps habillés » pour voya-



Soldats de Barkhane dans la région des trois frontières entre Mali, Burkina Faso et Niger.

ger d'une ville à l'autre. Quant à l'aide internationale, elle est détournée par ceux qui sont censés la distribuer et joue en la matière dans les pays les plus pauvres d'Afrique le même rôle que la rente pétrolière dans certains États mieux lotis. Ce sont toujours les travailleurs immigrés dans les pays riches qui se cotisent pour financer les infrastructures dans les villages dont ils sont issus et y aider la population.

Il ne faut cependant pas oublier que cette corruption qui existe à tous les niveaux de l'appareil d'État malien est la conséquence de sa domination par la France. Les sommes détournées par le clan d'Ibrahim Boubacar Keïta ne sont jamais que des miettes tombées de la table de l'impérialisme français. C'est de ce genre d'État qu'ont besoin les dirigeants français, ce que les commentateurs appellent un État failli, pour pouvoir piller leurs anciennes colonies. Ils ont toujours combattu implacablement les rares régimes qui refusaient le pacte de voleurs garantissant la corruption des dirigeants en échange de l'autorisation donnée à l'impérialisme de piller le pays. Ce fut ainsi le cas du président burkinabé Thomas Sankara, qui

affichait fièrement le fait de se déplacer dans une petite Renault 5 plutôt qu'en limousine et l'imposait à ses ministres. Il finit assassiné en 1987, certainement à l'instigation de la France.

Si l'on ajoute à cette corruption endémique les violences de l'armée malienne, il n'y a pas à chercher bien loin pour comprendre que ce régime suscite la sourde révolte d'une partie de la population et fait naître des vocations de djihadistes.

L'armée française, elle aussi, suscite un rejet croissant dans la population. Incapable de la protéger, elle couvre les exactions de l'armée malienne, son alliée, y compris dans ses pires comportements. Les soldats de Barkhane commencent à apparaître comme une troupe d'occupation et suscitent désormais des manifestations contre leur présence. Il faut dire que le gouvernement français ne prend pas de gants pour montrer qui est le véritable maître. C'est ainsi que l'armée et l'administration maliennes viennent juste d'être autorisées à se réinstaller à Kidal, dont la France avait confié la garde aux mouvements indépendantistes en échange de leur ralliement.

PARTIR OU RESTER ?

Ne pouvant vaincre militairement, le corps expéditionnaire français se retrouve dans une situation qui a été celle de bien d'autres avant lui. « *On commence une guerre quand on veut, on la termine quand on peut* », écrivait déjà Machiavel.

En Centrafrique, les dirigeants français ont certes décidé de jeter l'éponge et de retirer l'essentiel de leurs troupes, laissant les soldats de l'ONU qu'ils avaient entraînés dans ce borbier sanglant confrontés à une situation dramatique. Mais le Mali n'est pas la Centrafrique. Les bandes armées qui se partagent aujourd'hui la Centrafrique ont pour seule vocation de piller les ressources de leur zone et de la défendre contre leurs rivaux. Ils ne se revendiquent d'aucune idéologie qui leur donnerait une capacité d'extension aux pays voisins, comme le Cameroun ou le Gabon. Ceux-ci ont d'ailleurs déjà leurs propres bandes de coupeurs de routes, guère différentes de celles qui sévissent en Centrafrique.

Mais, au-delà, abandonner à son propre sort l'État malien risquerait de signifier aux yeux des dirigeants de toute l'Afrique de l'Ouest que l'abandon des anciennes colonies africaines en cas de coup dur est devenu la règle pour les dirigeants français, et cela pourrait signifier la fin de l'influence de l'impérialisme français en Côte d'Ivoire ou au Sénégal, pays autrement plus importants pour lui que cette ancienne colonie oubliée que fut de tout temps la Centrafrique. Les dirigeants français n'ont en tout cas pas fait pour l'instant le choix de se retirer.



Au Mali, manifestation contre les troupes françaises et le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), en avril 2019.

Le léger renfort des troupes, Barkhane passant de 4 500 à 5 100 hommes, ne changera rien à la situation sur le terrain. Les troupes africaines du G5 Sahel ou des armées maliennes et burkinabè n'arrivent même pas à se protéger elles-mêmes. Les États-Unis et les autres pays d'Europe, appelés à l'aide, évitent soigneusement de venir rejoindre la France dans le borbier sahélien.

Le gouvernement malien, de son côté, a bien tenté d'explorer la voie des négociations avec les djihadistes, à l'instar de ce que les dirigeants américains font avec les talibans en Afghanistan. L'accès à la mangeoire pour quelques chefs en échange d'une promesse de déposer les armes constitue une façon habituelle au Mali d'en finir avec les rebellions. C'est ainsi que se sont terminées les rebellions indépendantistes touareg depuis l'indépendance, et qu'ont été négociés en 2015 sous l'égide de la France les accords d'Alger avec les groupes indépendantistes touareg comme le MNLA, qui avaient conquis le nord du Mali au côté des djihadistes avant d'être supplantés par

eux. Mais, pour l'instant, les dirigeants djihadistes n'ont pas donné suite.

L'armée française se retrouve ainsi embourbée sans voie de sortie. Chaque jour qui passe montre à quel point son intervention de 2013 a été pour les populations du Sahel porteuse de violences. Des centaines de milliers d'entre eux ont dû fuir loin de leur village, et ceux qui restent vivent dans la terreur, coincés entre les exactions des djihadistes, les violences intercommunautaires et les méfaits de leur armée nationale.

Lors du vote à l'Assemblée nationale le 22 avril 2013 sur l'intervention militaire au Mali, il ne s'était trouvé aucun des 352 députés pour voter contre. C'était l'union sacrée derrière les intérêts de l'impérialisme français. Les révolutionnaires, et en particulier Lutte ouvrière, se sont, eux, toujours opposés à cette intervention et réclament plus que jamais le départ hors d'Afrique de toutes les troupes françaises qui, depuis l'indépendance, n'ont été porteuses que de malheurs pour la population.

28 juin 2020

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

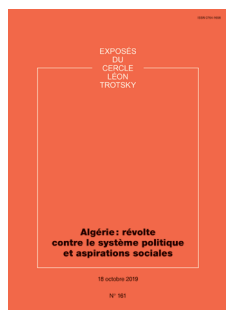
Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix: 1,20 €.

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix: 2 €.

Les dernières conférences:

Venezuela, Bolivie, Chili... L'Amérique latine dans la crise (n° 162, 10 janvier 2020)

Algérie: révolte contre le système politique et aspirations sociales (n° 161, 18 octobre 2019)

Le capitalisme, un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser (n° 159, 22 février 2019)

L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes (n° 158, 19 janvier 2019)

Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital (n° 157, 17 novembre 2018)

80 ans après la fondation de la Quatrième Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités (N° 156, 19 octobre 2018)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail national: www.lutte-ouvriere.org

Brochures et livres

Les dernières publications



Contre le grand capital, le camp des travailleurs
Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019.
1 €.



Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers
Publié à l'occasion du cinquantenaire de la grève générale de 1968.
544 pages, 18 €.

Toutes les brochures sont à commander sur la page: www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

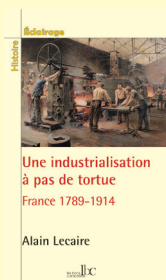
Une industrialisation à pas de tortue
France 1789-1914
de Alain Lecaie
Collection Éclairage n° 19
Prix public: 8,20 € TTC

Le grand flot
de Daniel Hénard
Prix public: 15 € TTC

Cours nouveau de Léon Trotsky
Prix public: 8 € TTC

Negroes with guns de Robert F. Williams
Dans l'atelier du monde d'Alan Grey

La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer de V. I. Lénine
Les Compagnons de la Charte, de G. Trease



AFRIQUE



Le pouvoir
aux travailleurs
mensuel trotskyste
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
http://www.lutte-ouvriere.be et
http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
http://www.vozobrera.org



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
http://www.the-spark.net



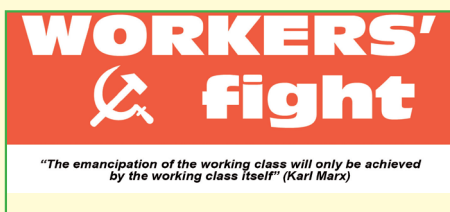
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
http://www.w-fight.org
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
http://www.combat-ouvrier.net

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
http://www.linternazionale.it - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
http://www.sinifmucadelesi.net